



جامعة بجاية
Tasdawit n Bgayet
Université de Béjaïa

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA
FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES
SCIENCES DE GESTION

Département des Sciences Financières et Comptabilité

Mémoire de fin de cycle

En vue l'obtention du diplôme de Master en Sciences Financière et Comptabilité

Option : Comptabilité, Contrôle et Audit

Thème

La gestion du risque financier lié à la trésorerie.

Organisme d'accueil : Entreprise Portuaire de Béjaïa (EBP)

Réalisé par :

RABIA Houa

Encadré par :

Mr OUGHLISSI MOHANDAKLI

2021- 2022

Remerciements

Avant tout, je remercie Dieu de m'avoir donnée la santé, le courage et la volonté pour accomplir ce travail.

Je remercie tout particulièrement mon encadreur Mr OUGHLISSI Mohand Akli qui m'a encadrée et dirigé ce mémoire.

Je remercie plus particulièrement Mr MADI Abdel Hakim le chef de département finances de l'EPB de m'avoir guidé durant mon stage. Que j'ai réalisé avec un grand plaisir.

Je profite de cette occasion pour remercier tous ceux qui participé de près ou de loin à la réalisation de ce mémoire.

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail :

A ma chère mère

Ton affection me couvre, ta bienveillance me guide et ta présence à mes coté a toujours été ma source de force. Quoi que je dise, je ne saurai point te remercier comme il se doit.

A mon cher père

Tu as toujours été à mes côtés pour me soutenir, m'encourager et de m'épauler pour que je puisse atteindre mes objectifs. Toutes les mots qui n'existe ne peuvent pas exprimer le respect que j'ai envers toi.

A mes deux chères sœurs Salma et Chaima et mon cher frère Badredine et à ma nièce adorée Léa

Un grand merci pour tous ce que vous avez fait pour moi.

Liste des abréviations

AC	Actif courant
AI	Actif immobilisé
BFR	Besoin en fonds de roulement
BFRE	Besoin en fonds de roulement d'exploitation
BFRHE	Besoin en fonds de roulement hors exploitation
BSP	Bureau de Sureté Portuaire
CA	Chiffre d'affaires
CIRRCUS	Combined interest rate and currency swaps
CNAN	Compagnie Nationale Algérienne de Navigation
CRS	Currency rate swaps
DCT	Dettes à court terme
DGAO	Direction Générale Adjointe Opérationnelle
DLMT	Dettes à long et moyen terme
EBE	Excédant Brut d'Exploitation
EPB	Entreprise Portuaire de Béjaïa
EPE	Entreprise Publique Economique
FP	Fonds propres
FRA	Future Rate Agreement
FRN	Fonds de Roulement Net
HT	Hors Taxes
IBS	Impôts sur les Bénéfices des Sociétés
ONP	L'Office National des Ports
RAF	Ratio d'Autonomie Financière
RE	Ratio d'endettement
RLG	Ratio de Liquidité Générale
RLI	Ratio de Liquidité Immédiate
RLR	Ratio de Liquidité Relative
SO.NA.MA	La Société Nationale de Manutention
SPA	Société par Actions
TFT	Tableau des Flux de Trésorerie
TN	Trésorerie Nette
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
VA	Valeur Ajoutée
VD	Valeur Disponible
VE	Valeur d'Exploitation
VR	Valeur Réalisable

Sommaire

Liste des abréviations

Introduction générale -----	01
------------------------------------	----

Chapitre 01 : La gestion de la trésorerie

Introduction du chapitre -----	04
---------------------------------------	----

Section 01 : Notion générale sur la trésorerie-----	04
--	----

Section02 : Origines des problèmes de trésorerie et les enjeux de la gestion de trésorerie	11
---	----

Section 03 : Détermination de la trésorerie-----	16
---	----

Conclusion du chapitre -----	27
-------------------------------------	----

Chapitre 02 : La gestion du risque financier

Introduction du chapitre -----	29
---------------------------------------	----

Section 01 : généralité sur les risques -----	29
--	----

Section 02 : Etude du risque financier dans l'entreprise -----	35
---	----

Section 03 : L'impact du risque financier sur la trésorerie-----	49
---	----

Conclusion du chapitre -----	53
-------------------------------------	----

Chapitre 03 : Etude du cas au niveau d'EPB

Introduction du chapitre -----	55
---------------------------------------	----

Section 01 : Présentation de l'organisme d'accueil -----	55
---	----

Section 02 : L'analyse des ratios et des risques dans l'EPB -----	64
--	----

Section 03 : L'impact du risque financier sur la trésorerie d'EPB -----	67
--	----

Conclusion du chapitre -----	72
-------------------------------------	----

Conclusion générale -----	74
----------------------------------	----

Bibliographie

Liste des tableaux

Liste des figures

Liste des annexes

Introduction générale

Introduction générale

L'entreprise est une organisation dans le but d'assurer une bonne performance, mais pour avoir cette performance elle doit suivre et appliquer plusieurs politiques parmi celle-ci en trouve : la gestion des stocks, la gestion des ressources humain, la gestion des trésoreries ... etc. Les objectifs de l'entreprise sont divers, ils peuvent être fixés à long ou moyen terme (c'est-à-dire à plus d'un an) ou à court terme (à réaliser dans l'année). On peut les classer en objectifs de rentabilité, de profit, de part de marché, de diversification, de productivité, de qualité, de formation du personnel, etc. L'entreprise doit appliquer plusieurs méthodes, telles que l'analyse et la gestion de trésorerie, qu'elle a pour objet d'assurer une gestion efficace.

La gestion de trésorerie est l'une des fonctions financières qui ont subi plus d'évolution, elle permet d'assurer la solvabilité d'une entreprise tout en optimisant l'ensemble des produits et de financement, elle propose une bonne maîtrise des flux, des arbitrages et un contrôle des performances. Son optimisation serait envisagée sur la connaissance et la gestion des risques auxquels toute entreprise est exposée.

Les risques d'entreprise sont les événements qui pouvant survenir et qui sont de nature à réduire sa rentabilité, il peut s'agir de menaces qui se réalisent, d'erreurs de gestion ou de prévisions ou encore de la survenance d'aléas défavorables. Il existe des risques classiques tels que le risque financier, le risque réglementaire et le risque de marché, d'autres sont nouveaux tels que le risque pays, le risque opérationnel et le risque stratégique. L'identification jouera un rôle primordial dans la gestion des risques et permettra à l'entreprise de faire face aux dérives éventuelles qui peuvent empêcher la réalisation de ses finalités tracées.

L'objectif de mon travail consiste à étudier la gestion de trésorerie et les causes de la naissance d'un risque financier dans l'entreprise et les modalités de couverture de ce dernier. Pour approfondir mon étude sur la gestion de trésorerie et la gestion du risque financier, j'ai présenter un cas pratique à travers un stage pratique que j'ai réalisé au niveau de l'entreprise Portuaire de Béjaia.

J'ai tenté d'apporter les éléments à la question fondamentale qui sera formulé comme suit :

- Le risque financier a-t-il un impact sur la trésorerie dans une entreprise ?

De cette question principale, découle un certain nombre de sous question :

- Qu'est-ce que la trésorerie et quelles sont les outils utilisés pour bien la gérer ?
- Comment identifier le risque financier dans l'entreprise ?

- Comment l'entreprise couvre ses risques financiers pour atteindre ses objectifs fixés ?

Dans le contexte de ma recherche, les hypothèses formulées sont les suivantes :

Hypothèse 01 : La gestion de trésorerie est fondée sur une gestion provisionnelle et une gestion au quotidien.

Hypothèse 02 : L'enjeu de la gestion de la trésorerie au niveau d'Entreprise Portuaire Béjaia consiste dans la couverture du risque financier.

Afin de trouver une réponse à la problématique proposée, j'ai fait des recherches bibliographiques effectuées, j'étais amenée, à effectuer un stage pratique d'un mois au sein de l'EPB. Le choix de ce sujet (la gestion du risque financier lié à la trésorerie) est une occasion pour moi de rapprocher l'aspect pratique de la gestion du risque financier, l'objectif de mon étude est d'examiner le système de gestion du risque financier mis en place pour l'entreprise de montrer l'impact considérable qu'il pourrait avoir sur la rentabilité de l'entreprise ou sur sa trésorerie.

Ainsi, mon travail est structuré en trois chapitre. Le premier chapitre la gestion de la trésorerie, consistera expliquer les différentes fonctions de la trésorerie et sa détermination par différentes méthodes. Dans le deuxième chapitre, les différents risques auxquels les entreprises sont exposées et les techniques de couverture. En fin le troisième chapitre, représente l'étude de cas de l'Entreprise Portuaire de Béjaia.

Chapitre 01 : La gestion de la trésorerie

Chapitre 01 : La gestion de la trésorerie

La gestion de la trésorerie est au cœur de la fonction financière de l'entreprise car elle en constitue le bras armé de celle-ci. La trésorerie est le centre de toutes les opérations menées par l'entreprise elle est la traduction en terme monétaire de toutes les décisions et les opérations.

La trésorerie joue un rôle très important dans une entreprise, quelle qu'en soit la taille, elle lui permet de financer son activité et d'assurer son développement et sa pérennité. Pour cela, ce chapitre aura comme objectif d'étudier la gestion de trésorerie dans l'entreprise. Dans la première section, la notion générale sur la trésorerie. Ensuite, dans la deuxième section, les origines des problèmes de trésorerie et les enjeux de la gestion de trésorerie et je finirai par la détermination de la trésorerie, dans la troisième section.

Section 01 : Notion générale sur la trésorerie

La trésorerie est un indicateur comptable et financier fondamental pour une entreprise. Sa détermination, son analyse et son suivi permettent de pratiquer une gestion efficace.

La gestion de trésorerie peut être définie comme un ensemble de décisions, de règles et de procédure qui permettent d'assurer l'équilibre financier instantané de l'entreprise.

1. Définition de la trésorerie

« La trésorerie est au centre de toutes les opérations menées par l'entreprise, qu'elles concernent l'exploitation ou les autres activités. Elle est la traduction en terme monétaire de toutes les décisions et les opérations de l'entreprise. »¹

La trésorerie est donc la traduction financière de l'intégralité des actes de l'entreprise, qu'il s'agisse du cycle d'exploitation, du cycle d'investissement ou des opérations hors exploitation. Elle se mesure en faisant la différence des entrées et des sorties. C'est-à-dire elle correspond à la différence la trésorerie active (les disponibilités) et la trésorerie passive (les concours bancaires).

« La trésorerie égale à la différence entre le fonds de roulements (FR) de l'entreprise et son besoin en fonds de roulement (BFR).»²

En d'autre terme, la trésorerie d'une entreprise est la différence entre ses emplois de trésorerie et disponibilités et son endettement bancaire et financier à court terme. Donc, Elle fournit des

¹Forget Jack, « Gestion de trésorerie », Editions d'Organisation, 2005, page 11.

² Pierre Vernimmen, Finance d'entreprise, édition DALLOZ, 2000.

informations sur la capacité d'une entreprise à payer ses dettes. En ce sens, la trésorerie mesure la solvabilité de l'entreprise. Elle comprend les éléments suivants :

- **Trésorerie active** : C'est l'ensemble des liquidités détenues par l'entreprise. Elle regroupe ainsi les comptes bancaires créditeurs, les placements, les actions détenues et autres valeurs mobilières, etc.
- **Trésorerie passive** : Correspond aux soldes créditeurs de banquet aux concours bancaires, En d'autres termes, ce sont les dettes professionnelles à court terme.
- **Trésorerie nette** : C'est la différence entre la trésorerie active et la trésorerie passive³. elle peut calculé comme suivant :

TRESORERIE NETTE = LE FONDS DE ROULEMENTS – LE BESOIN EN FONDS DE ROULEMENTS

Ou à partir du bas du bilan :

TRESORERIE NETTE = DISPONIBILITES – DETTES FINANCIERES A COURT TERME

2. Les objectifs de la trésorerie

La trésorerie est l'ensemble des sommes d'argents disponibles en caisse ou/et en banque dont dispose l'entreprise pour permettre de gérer les liquidités pour faire face aux échéances et de s'assurer d'avoir toujours suffisamment d'argent disponible. Donc pour avoir une bonne gestion de la trésorerie, elle doit réaliser les objectifs suivant :

- Atteindre l'objectif de liquidité (permettre à l'entreprise de ne pas avoir le risque d'illiquidité et de faire face à ses engagements à leur échéance. L'entreprise peut être liquide lorsqu'elle peut assumer le passif exigible avec l'actif mobilisable) ;
- S'assurer de la solvabilité de l'entreprise (la solvabilité compare le montant de l'endettement avec la valeur des actifs de l'entreprise. Le risque d'insolvabilité

³ GAUGAIN. M, SAUVEE-CRAMBERT. R, « Gestion de la trésorerie », Edition Economica (2eme édition), Paris, 2007, page 24.

correspondant à la situation à la situation d'une entreprise dont l'évaluation de l'ensemble des éléments constituant le portefeuille d'actif est inférieur aux dettes ;

- Gérer les risques liés aux taux de change et les risques financiers à court terme ;
- Se rapproche au maximum de la trésorerie zéro afin d'éviter les excédents inemployés et les découverts bancaires.
- Améliorer le résultat financier (Cela signifie moins de frais ou plus de produits financiers, afin de prendre des décisions de financement les plus justes.

3. Définition de la gestion de la trésorerie

La gestion de la trésorerie est un ensemble de procédure et de règles mises en place pour suivre, contrôler, optimiser les mouvements des entrées et des sorties pour avoir un équilibre entre les recettes et les dépenses.

La gestion de la trésorerie consiste à gérer les fonds à court terme, et à assurer la solvabilité de l'entreprise dans les meilleures conditions, tout en optimisant la rentabilité des fonds.

Donc la gestion de la trésorerie est un arbitrage constant entre La sécurité et l'efficacité ; La liquidité et la rentabilité ; La solvabilité et le risque.

L'objectif de la gestion de trésorerie est contrôlé les entrés et les sorties de fonds, Optimiser la gestion de trésorerie dans un sens de sécurité et de rentabilité, s'assurer de la bonne application des consistions bancaire : jours de valeur, frais appliqués sur flux de trésorerie. De façon générale, la gestion de trésorerie pour objectif de parvenir à une trésorerie proche de zéro afin d'éviter les excédents inemployés et les découverts bancaires couteaux en agio. Et s'assure de l'équilibre financier de l'entreprise.

4. Le rôle de la gestion de trésorerie

- L'organisation et le contrôle de département de trésorerie (maîtrise des cycles et procédure entrain des flux de trésorerie) ;
- La gestion de liquidité, la maitrise et la couverture de risque de change et de taux ;
- L'équilibre entre solvabilité et la rentabilité⁴ ;

⁴ Hubert de la BRUSLRIE, trésorerie de l'entreprise, édition DUNOD, 2012. P 122.

- L'utilisation optimal des excédents de trésorerie ou la recherche des moyens de financements à court terme en moindre de cout ;
- Assurer la liquidité de l'entreprise pour faire face aux échéances ;
- Améliorer le résultat financier en ayant concrètement moins des frais ou plus de produit financier en fonction du sens de la trésorerie ;
- Gérer les risques financiers à court terme.

5. Processus de gestion de la trésorerie

La mise en œuvre de la gestion de trésorerie passe par 03 étapes sont :

- **Première phase : la prévision**

Elle permet d'identifier les flux monétaires afin d'évaluer les différentes entrées et sortie de fonds et d'identifier les éventuelles difficultés auxquelles l'entreprise va être confrontée et donc de les anticiper, c'est la démarche budgétaire qui permet de prévoir les risques de cessation de paiement.

La prévision vise à donner une capacité de réaction face aux événements inattendus et de cohérence, les prévisions de trésorerie sont élaborées à partir de l'ensemble de budget d'exploitation, d'investissement et de financement.

- **Deuxième phase : l'arbitrage**

Dans cette deuxième étape, c'est le choix de moyens de couverture ou de placement en tenant compte des risques liés à la manipulation d'argent, à savoir les risques de liquidités de contrepartie, de taux d'intérêt et de change, elle s'appuie sur :

- Une situation de trésorerie (en valeur) à jour et fiable.
- Une situation prévisionnelle à très court terme.

- **Troisième phase : le contrôle**

Cette dernière étape consiste à faire l'analyse des écarts résultants de la comparaison entre les prévisions, les réalisations et le contrôle des conditions bancaires grâce à des documents comptables notamment l'extrait de compte et l'échelle d'intérêt.

6. Les missions du trésorier

Avant, le trésorier était un simple caissier qui gère la caisse, de nos jours le trésorier est devenu un gestionnaire de risque qui participe à l'optimisation de la gestion financière de l'entreprise.

Selon G. Marc et P. Pierre « le trésorier est chargé de prévoir et de gérer les flux et les risques, d'organiser les relations avec les banques pour réduire les coûts, d'optimiser les financements et les placements, de garantir la liquidité et la solvabilité de son entreprise, en liaison avec d'autres services de société il doit aussi prendre en compte les nouvelles normes comptables qui se mettent en place et ont un impact sur certains éléments de la gestion de trésorerie, en particulier en matière de gestion des risques⁵. »

Donc le terme « trésorier » désigne la personne chargée des liquidités de l'entreprise au quotidien, et qui s'occupe principalement de gérer les flux monétaires, leurs rémunérations ou leurs coûts, ainsi que le suivi des différentes positions et des différents risques.

Le trésorier a pour mission d'assurer l'approvisionnement de l'entreprise en trésorerie, lui permettant de faire face à tout moment, à tous les débours auxquels elle peut être confrontée et de placer des liquidités de l'entreprise de telle sorte qu'elles rapportent un taux d'intérêt en attendant d'être utilisées.

Par ailleurs, quelles que soient la taille et l'activité des entreprises, le trésorier a aussi pour fonction la gestion des risques de l'entreprise (risque de liquidité, de change et de taux d'intérêt) assurer la sécurité de paiement, améliorer le résultat financier et réduire le coût des services bancaires. Les missions du trésorier sont les suivantes :

6.1. Assurer la liquidité de l'entreprise :

Le terme de liquidité désigne la capacité de l'entreprise à faire face à ses échéances à court terme. C'est-à-dire le trésorier doit tout mettre en œuvre pour que l'entreprise ait à chaque instant les ressources suffisantes pour remplir ses engagements financiers.

⁵GAUGAIN Marc et PONCET Pierre, « Gestion de la trésorerie », Edition Economica, Paris, 2004, P 47.

6.2. Réduire le coût des services bancaires

Selon S. Michel « pour réduire les coûts bancaires, on pense spontanément à la négociation. Certes, même si ce n'est pas toujours le trésorier qui négocie directement avec le banquier, il lui revient du moins de réaliser tout le travail préparatoire. »⁶

Les frais bancaires représentent une charge indissociable du compte bancaire. Pour que le trésorier réduise ces coûts, il doit penser à la négociation et il a tout intérêt à connaître ses droits pour pouvoir bénéficier d'une certaine marge de manœuvre avec son banquier, et les améliorer pour procurer un maximum d'économie pour l'entreprise. Cinq coûts principaux peuvent être réduits, tant par une bonne négociation que par des prévisions précises, il s'agit :

- Des jours de valeurs : date à laquelle un mouvement prend effet sur le compte ;
- Des intérêts débiteurs : agios que la banque facture sur les soldes débiteurs ;
- De la commission sur opération : c'est le coût de chaque type d'opération ;
- De la commission sur le plus fort découvert : calculée par l'application d'un taux au plus important solde débiteurs de chaque mois ;
- De la commission de mouvement : c'est le prélèvement sur tous les mouvements débiteurs : chèques, virements et prélèvements.

6.3. Gérer les risques financiers à court terme

Chacune des décisions prises par le trésorier comporte des risques financiers spécifiques qu'il faut évidemment maîtriser. Il s'agit du risque de change et le risque de taux d'intérêts que, l'on couvre à l'aide d'opération sur les marchés à terme et les marchés d'option, qu'ils soient organisés pour contrôler tout comportement spéculatifs (actif ou passif) du trésorier afin de le canaliser vers les instruments de couverture appropriés.

6.4. Assurer la sécurité de paiement

C'est une préoccupation grandissante pour les trésoriers, compte tenu du nombre croissant des tentatives de fraudes. Pour diminuer ces risques, il convient de mettre en place des procédures internes d'utilisation. Des moyens de paiement et des circuits télématiques sécurisés.

⁶ SION Michel, « Gérer la trésorerie et la relation bancaire », Edition DUNOD, Paris, 2003, p28.

6.5. Améliorer le résultat financier

Cela signifie moins de frais ou plus de produits financiers. Pour cela, il doit maîtriser le calcul du taux effectif global, seule méthode de comparaison des différentes propositions de crédit.

6.6. Construire un partenariat bancaire équilibré

D'une part, à ne pas trop dépendre de son banquier. D'autre part, à ne pas lui faire courir des risques qu'il ignore. Pour instaurer un climat de confiance durable, afin de construire une relation équilibrée. Donc le trésorier doit avoir au moins deux interlocuteurs qu'il peut mettre en concurrence. Par ailleurs, pour assurer les partenaires, le meilleur outil du trésorier reste de montrer qu'il maîtrise la situation, qu'il anticipe les besoins et prévoit les solutions crédibles.

Section 02 : Origines des problèmes de trésorerie et les enjeux de la gestion de trésorerie

Traditionnellement, les problèmes que peut rencontrer toute entreprise ont des origines soit structurels soit conjoncturel. Il faut en effet nuancer l'analyse en fonction de la gravité présumée des problèmes. Ces derniers peuvent impliquer le haut du bilan (Fonds de roulements) ou le bas du bilan (besoin en fonds de roulement). D'autres problèmes peuvent également émaner de l'organisation de la gestion de la trésorerie dans une entreprise.

1. Origines des problèmes de trésorerie

1.1 Problème structurels de trésorerie

Ces problèmes sont essentiellement des problèmes à long terme qui tiennent essentiellement à des difficultés telles qu'une insuffisance de fonds de roulement (FR) qui peut amener des problèmes de trésorerie.

Si l'on voulait lister les causes principales de ces problèmes, on pourrait trouver les suivantes :

- Un trop fort montant d'investissements réalisés sous la forme d'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles ;
- Des investissements financiers trop importants (prises de contrôle de sociétés, achats de titres de participations...) ;
- Une insuffisance des capitaux permanents due notamment :
 - A la faiblesse du capital social de la société ;
 - Au sous-endettement à moyen et long terme de l'entreprise ;
 - A la faiblesse des bénéfices mis en réserves ;
 - A des pertes successives et donc à l'insuffisance de rentabilité de l'entreprise.

Même si elle dispose d'un fonds de roulement moins important fonctionne avec ses fonds propres, recourt peu ou presque pas à l'endettement. Il existe une deuxième série de problèmes structurels :

Ceux liés au besoin en fonds de roulement (BFR) à financer et donc aux décalages induits par le fonctionnement de l'activité de l'entreprise. Sont les suivantes :

- Des niveaux de capitaux permanents moins importants ;
- La durée des crédits accordés aux clients trop longue ;

- La faiblesse de l'épargne de la clientèle ;

Ce BFR structurellement défavorable pour l'équilibre financier de l'entreprise implique de prendre des actions au niveau du bas du bilan afin de restaurer la trésorerie de l'entreprise.

1.2 Problèmes conjoncturels de trésorerie

Sont des problèmes touchant le court terme, tels ceux qui résultent de fluctuations à court terme de l'activité de l'entreprise et donc des mouvements encaissements et de décaissements.

Les principales causes indetifiables sont les suivants :

- Les variations saisonnières de l'activité qui peuvent conduire à d'importants besoin de trésorerie à certaines périodes (semaine, Mois, Années) ;
- Le gonflement accidentel des stocks par suite d'annulations de commandes ;
- Le retard ou la défaillance du règlement d'un client qui provoque un manque d'encaissement ;
- Des fluctuations de nature complètement aléatoire et donc par définitions imprévisible ;
- La baisse accidentelle des capitaux par suite d'une forte demande de la clientèle.

Les solutions à des problèmes conjoncturels ne sont pas aisées à trouver. Il peut s'agir soit de choisir des modes de financements appropriés comme les crédits de compagnie par exemple, soit de recourir à des techniques telles que l'affacturage. D'autres problèmes peuvent également émaner de l'organisation de la gestion de la trésorerie dans une entreprise.

1.3 Problème d'ordre organisationnel

Sont liés aux dispositions prises au sein d'une entreprise pour faciliter la gestion par les responsables financières de l'entreprise. On peut ainsi avoir des informations erronées sur la situation des soldes des comptes bancaires par un suivi en date comptable des opérations de banque.

Les origines peuvent être :

- La non existence d'un poste clairement défini de trésorerie ;
- L'absence dans l'entreprise d'un service de trésorerie.

2. Les enjeux de la gestion de trésorerie

La gestion de la trésorerie permet de garantir que l'entreprise dispose d'un capital suffisant pour répondre à des besoins à court terme. Un bon programme de gestion de la trésorerie peut

influer considérablement sur l'efficacité des opérations, ce qui peut également réduire les coûts globaux.

Les trésoreries et les responsables de la fonction financière sont très soucieux de réduire ou de ne pas faire croître les frais financiers qui leur sont facturés de l'octroi de concours bancaires⁷.

2.1 L'optimisation du niveau d'encaisse et la réduction des frais financiers

L'idéal en gestion de trésorerie, si l'on fait abstraction de l'incertitude, et d'atteindre une trésorerie zéro afin de ne supporter ni solde créditeur improductifs, ni solde débiteur coûteux. Donc le trésorier cherchera donc à optimiser le niveau d'encaisse du compte bancaire en réalisant un arbitrage entre le coût de trésorerie pléthorique et le coût de financement d'une insuffisance de liquidités.

La complexité de la gestion de trésorerie et le risque d'accroissement des frais financiers augmentent avec le nombre de comptes bancaires de la firme. Le trésorier devra éviter trois erreurs fondamentales :

- L'erreur de sur mobilisation ;
- L'erreur de sou-mobilisation ;
- L'erreur d'équilibrage.

2.2 L'arbitrage entre coût de détention d'encaisse et frais financiers

Un compte bancaire créditeur fait supporter à l'entreprise un coût d'opportunité. Les liquidités disponibles résultent de son équilibre financier et donc indirectement de là sur mobilisation de financement coûteux (la trésorerie est positive car le FR excède le BFR), sans pour autant être affectées à des emplois productifs. Lorsque l'entreprise se trouve en trésorerie nette négative, le coût de financement de cette insuffisance de liquidités (découvert, escompte ...) est un coût réel. Pour le compte bancaire considéré, le trésorier va nécessaire au financement du déséquilibre financier.

Le résultat de cet arbitrage est fondamentalement fonction du coût des ressources financières mobilisées par la firme, c'est-à-dire des taux d'intérêts en vigueur sur les marchés et de la prime de risque spécifique exigée par les apporteurs de ressources compte tenu de ces caractéristiques économique et financières.

⁷Sinon M : Gérer la trésorerie et la relation bancaire, édition Dunod, Paris, 1998, p25.

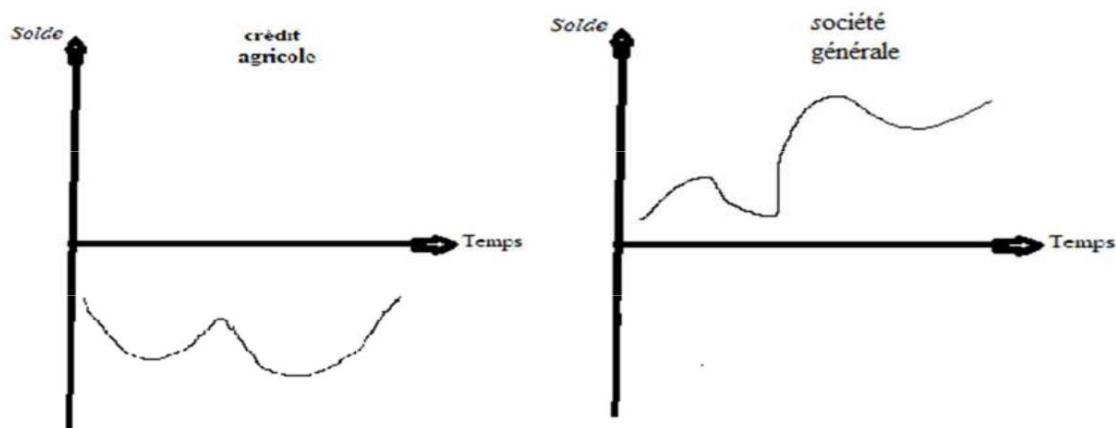
2.3 Trois erreurs à éviter en gestion de trésorerie

L'existence de plusieurs comptes bancaires peut être à l'origine de trois erreurs fondamentales :

- **L'erreur d'équilibrage**

Elle provient de l'existence simultanée de solde créditeurs en valeur sur certains comptes bancaires et de soldes débiteurs sur d'autres. Cette erreur est très coûteuse puisque les premiers ne sont en principe pas rémunérés alors que les seconds font supporter les intérêts débiteurs.

Figure n°01 : l'erreur d'équilibrage

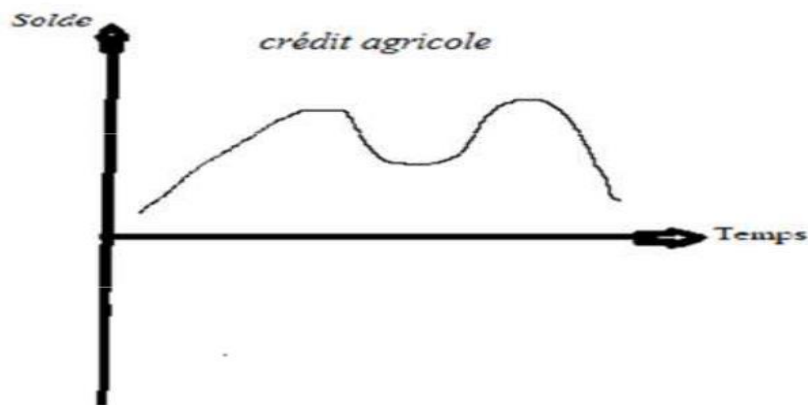


Source : ROUSSELOT P. VERDIE : « La gestion de trésorerie » gestion de trésorerie, ed 2 Dunod, 2017, P89.

- **L'erreur de sur-mobilisation**

Survient généralement lorsque l'entreprise, prévoyant une insuffisance de trésorerie sur une certaine période mobilise le financement nécessaire alors qu'un encaissement imprévu survient pendant ce laps de temps.

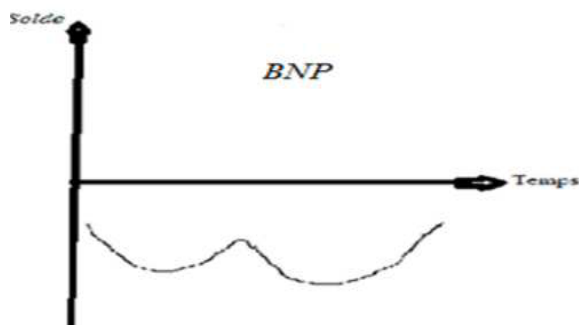
Cette deuxième erreur résulte de l'existence de soldes créditeurs à vue non rémunérés sur les comptes bancaires de l'entreprise. Elle traduit soit un recours inutile aux crédits (escompte, crédit de trésorerie ...), soit un défaut de placement.

Figure n°02 : L'erreur de sur-mobilisation

Source : ROUSSELOT P. VERDIE : « La gestion de trésorerie » gestion de trésorerie, ed 2 Dunod, 2017, P90.

- **L'erreur de sous mobilisation**

Elle provient d'une utilisation du découvert en lieu et place de crédits alternatifs moins coûteux. Dans la mesure où elle n'intervient que sur un différentiel de taux, l'erreur de sous mobilisation est généralement moins coûteuse que les autres erreurs.

Figure n°03 : L'erreur de sous mobilisation

Source : ROUSSELOT P. VERDIE : « La gestion de trésorerie » ed 2 dunod, 2017, P91.

Section 03 : Détermination de la trésorerie

La détermination de la trésorerie dans l'entreprise, est l'un des préalables éléments nécessaires à son étude approfondie et à son optimisation. L'activité économique d'une société et les décisions financières qu'elle génère, telles que les investissements et les financements ont un impact certain sur la trésorerie.

1. Détermination par le bilan

La trésorerie peut être déterminée à partir des documents comptables du bilan de l'entreprise. Les analystes financiers et les trésoriers préconisent d'utiliser un bilan simplifié, retraité selon une analyse patrimoniale. Cette analyse repose sur la réalisation d'un document de travail, le bilan financier appelé encore le bilan de liquidité. Les critères utilisés pour son élaboration correspondent aux notions de liquidité de l'actif et exigibilité du passif du bilan.

On peut déterminer la trésorerie par le haut du bilan et par le bas du bilan :

- **Par le bas du bilan** : c'est la différence entre la trésorerie active et la trésorerie passive.

$$\text{TRESORERIE NETTE} = \text{trésorerie active} - \text{trésorerie passive}$$

- **Par le haut du bilan** : dans ce cas la trésorerie se détermine à partir de fonds de roulement net global (FRNG) et le besoin en fonds de roulement (BFR).

$$\text{TRESORERIE NETTE} = \text{FRNG} - \text{BFR}$$

1.1 Le Fonds de Roulement Net Global (FRNG)

Le FRNG correspond à des ressources permanentes et a pour objectif de contribuer à financer les actifs circulants qui sont les stocks, les actifs réalisables et disponibles.

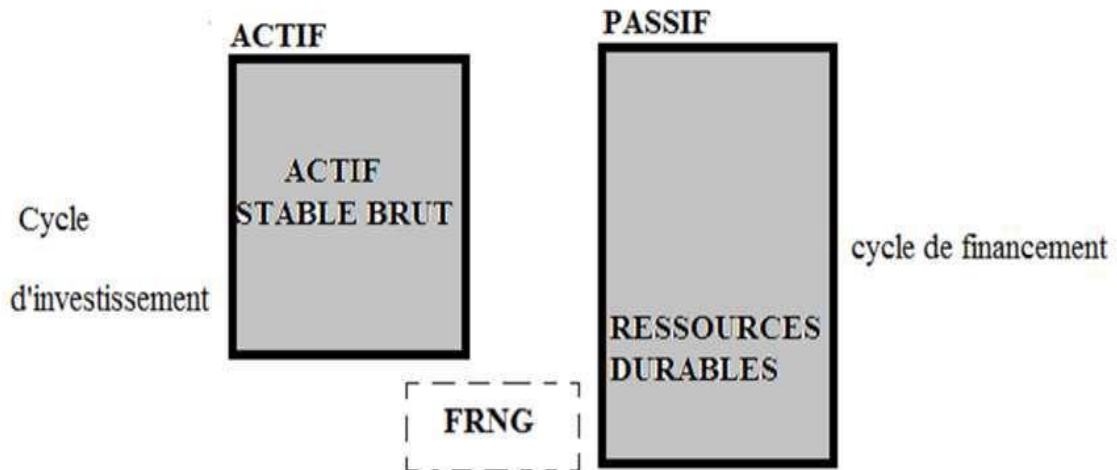
Il représente l'excédent (s'il est positif) de ressources stables, d'origine interne et/ou externe, non nécessaire pour financer les emplois stables et qui peut ainsi servir à financer les besoins circulants de financement.

Le FRNG constitue une marge de sécurité pour assurer le fonctionnement et l'exploitation de l'entreprise.

- Le FRNG est calculé en général, par différence entre les ressources et les emplois.

FRNG = ressources stables – emplois stables

Figure n°04 : Représentation schématique de FRNG par le haut du bilan



Cette détermination du FRNG par le haut du bilan permet d'exprimer la réalité de l'entreprise.

- IL peut être également évalué par le bas du bilan :

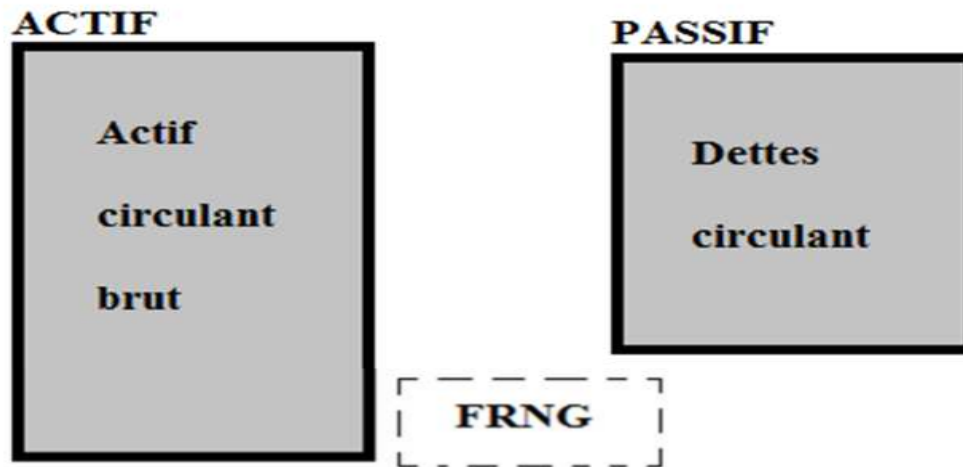
FRNG = Actifs circulants – passifs circulants

Ou bien :

FRNG = (ACE + ACHE + TA) – (DE + DHE + TP)

- ✓ ACE : actif circulant d'exploitation.
- ✓ ACHE : actif circulant hors exploitations.
- ✓ TA : trésorerie active.
- ✓ DE : dette d'exploitation.
- ✓ DHE : dette hors d'exploitation.
- ✓ TP : trésorerie passive.

Figure n°05 : Représentation schématique de FRNG par le bas du bilan



- **Interprétation du FRNG :**
 - **Le fonds de roulement est positif (FRNG>0)**

Dans ce cas les ressources durables couvrent les besoins à long terme de l'entreprise. L'équilibre financier est donc respecté et l'entreprise dispose grâce au fonds de roulement d'un excédent ressource stable qui lui permettra de financer ses besoins à court terme.

- **Le fonds de roulement est négatif (FRNG<0)**

Dans ce cas, la situation est critique car cela signifie que les ressources à long terme ne suffiront pas à financer le bon fonctionnement de l'entreprise. Par ailleurs, un fonds de roulement négatif qui est calculé à partir du court terme signifie que l'entreprise n'est pas en mesure de payer ses dettes à court terme en liquidant son actif de court terme.

- **Le fonds de roulement est stable (FRNG=0)**

Dans ce cas, les ressources stables de l'entreprise sont égales à l'actif stable, c'est-à-dire que les ressources stables couvrent les besoins à long terme de l'entreprise. Mais même si l'équilibre de l'entreprise semble atteint, celle-ci ne dispose d'aucun excédent de ressources à long terme pour financer son cycle d'exploitation ce qui rend son équilibre financier.

1.2 Le besoin de Fond de roulement (BFR)

Le BFR est la différence entre des éléments de l'actifs circulant (principalement stocks et créances) et les éléments du passif circulants (dettes à court terme hors concours bancaire) :

$$\text{BFR} = (\text{STOCKS} + \text{CREANCES}) - (\text{DETTES A COURT TERME HORS CONCOURS BANCAIRE})$$

Le BFR est le besoin de financement que génère essentiellement le déroulement permanent du cycle achat/production/vente⁸.

IL résulte des décalages dans le temps entre les achats, les ventes, les décaissements et les encaissements. Il doit être financé, en partie, par le fonds de roulement net global.

Le BFR est donc d'un caractère inéluctable car lié à l'activité courante de l'entreprise. Réaliser une activité et donc dégager fondamentalement du chiffre d'affaires oblige les entreprises à disposer de moyens économiques dont il faut financer la détention.

Ces moyens économiques sont de deux types :

- Le cycle d'activité qui est lié au déroulement des étapes de l'activité ;
- L'outil de production qui recouvre tout un ensemble d'immobilisations.

On distingue traditionnellement deux composantes dans le besoin en fonds de roulement :

- **Le BFR d'exploitation (BFRE) :**

Besoin de financement d'un caractère continu car généré par l'activité d'exploitation de l'entreprise.

$$\text{BFRE} = \text{Stocks} + \text{Créances d'exploitation (clients et autres créances d'exploitation)} - \text{Dettes d'exploitation (fournisseurs, organismes sociaux, etc.)}^9$$

- **Le BFR hors exploitation (BFRHE) :**

Besoin de financement d'un caractère plus discontinu car généré par l'activité hors exploitation de l'entreprise.

⁸Philippe Rousselot/Jean-François verdie, la gestion de la trésorerie, édition 2, 2017, p29.

⁹GAUGAIN Mare, SAUVEE-CRAMBERT Roselyne, Op. Cit. Page 20.

BFRHE = Actif circulant hors exploitation (autres créances : acomptes IBS) – Passif circulant hors exploitation (autres dettes : Etat, IBS, etc.)¹⁰

- **Interprétation économique du BFR :**
 - **BFR égale à 0 :** signifie que les ressources circulantes financent la totalité des emplois circulants.
 - **BFR supérieure à 0 :** signifie un besoin de trésorerie car les ressources circulantes n'arrivent pas à couvrir les emplois circulants. Dans ce cas l'entreprise doit financer ses besoins à court terme soit à l'aide de son excédent de ressources à long terme (fond de roulement) ou à l'aide de ressources financiers complémentaires à court terme (concours bancaires).
 - **BFR inférieur à 0 :** signifie que les ressources circulantes sont supérieures aux emplois circulants, donc il y a un excédent de trésorerie, alors l'entreprise n'a pas besoin d'utiliser ses excédents de ressources à long terme pour financer d'éventuels besoins à court termes.

1.3 Les ratios liés à la trésorerie

Il existe plusieurs ratios qui permettent la détermination de la trésorerie. Mon étude sera accentuée sur les deux principaux ratios liés à la trésorerie qui sont le ratio de liquidité et le ratio de solvabilité.

1.3.1 Analyse de la solvabilité

L'analyse de la liquidité du bilan permet également de déterminer la solvabilité de l'entreprise, c'est-à-dire la capacité à faire face à ses engagements. Ils peuvent être prises en compte deux notions de solvabilité, sont :

- La solvabilité immédiate ou à court terme, qui est la capacité à payer ses dettes à échéances avec des disponibilités ;
- La solvabilité globale ou à long terme, suppose que l'ensemble des éléments de l'actif soit supérieur à l'ensemble des dettes du passif.

¹⁰GAUGAIN Mare, SAUVEE-CRAMBERT Roselyne, Op. Cit. Page 20.

Les ratios de solvabilité permettent d'apprécier les risques que peuvent courir les créanciers d'entreprise.

La solvabilité peut être mesurée par différents ratios. Les plus utilisés sont :

- **Ratio d'Endettement total :**

Ratio d'endettement est indicateur qui permet d'analyser la structure du capital permanent. Ce ratio doit être inférieur à 0.5.

Ration d'endettement = total des dettes / total de l'actif

- **Ration d'autonomie financière :**

Le calcul de ce ratio montre si l'entreprise est capable de financer ces besoins (le biais de ces capitaux) ou bien, elle aura besoin de faire appel aux dettes à long terme. Ce ratio doit être supérieur à 1.

Autonomie financière = Capitaux propres / total des dettes

1.3.2 Analyse de la liquidité

La liquidité c'est la capacité de l'entreprise à faire face à ses dettes à l'aide de son actif circulant. Et en ce l'analyse de la liquidité, on utilise les ratios suivants :

- **Ratio de liquidité générale :**

Ce ratio exprime la capacité de remboursement des dettes à court terme en utilisant ses actifs à court terme. Ce ratio doit être supérieur à 1.

Liquidité générale = Actif circulant / Dettes à court terme

- **Ratio de liquidité réduite :**

Ce ratio mesure le degré de couverture des dettes à court terme par les créances a moins d'un an. Il doit être proche de 1.

Ce ratio se calcul comme suit :

Ratio de liquidité réduite = (valeur disponible + valeur réalisable) / dettes à court termes

- **Ratio de liquidité immédiate :**

Ce ratio il mesure l'aptitude de l'entreprise à faire face à ces dettes de court terme en utilisant les valeurs disponibles.

Ratio de liquidité immédiate = valeur disponible /dettes à court terme¹¹

2. La détermination par les flux

L'analyse du bilan doit être complétée par une analyse des flux de trésorerie qui ont conduit à la formation du résultat de l'entreprise et surtout à son évolution dans le temps à travers des bilans successifs. L'analyse par flux est une analyse dynamique, elle permet d'expliquer les variations passées de la trésorerie ou d'appréhender son évolution future à partir des flux d'encaissement et de décaissement.

Il existe plusieurs tableaux de flux servant à expliquer la variation de la trésorerie, les principaux utilisé par les trésoriers sont :

- Tableau pluriannuel des flux financiers ;
- Tableau de financement ;
- Tableau des flux de trésorerie.

Mon étude sera accentuée sur tableau des flux de trésorerie :

2.1 Tableau des flux de trésorerie

Selon CHIHA.K (2009), « les tableaux de flux de trésorerie constituent un outil d'analyse privilégié, ils classent les différents flux par nature l'opération et leur analyse aide à l'appréhension du risque de défaillance de l'entreprise. »¹²

Le tableau des flux de trésorerie (TFT) retrace les flux de trésorerie d'une période en les regroupant selon trois fonctions différentes : Exploitation, investissement et financement ; son objectif est d'identifier les sources des entrées et les éléments qui ont fait l'objet de sorties de trésorerie pendant l'exercice comptable, ainsi que le solde de trésorerie à la date de reportions.

- **Les flux de trésorerie d'exploitation :**

Les flux de trésorerie d'exploitation mesurent les flux de liquidités nés de l'exploitation et des produits et charges financières.

¹¹GAUGAIN Marc, SAUVEE-CRAMBERT Roselyne, Op. Cit, page 11.

¹²CHIHA K, « Finance d'entreprise », Edition Houma, Alger, 2009, p166.

Les flux de trésorerie d'exploitation sont :

- Corrigée des variations du besoin en fonds de roulement (variation des stocks, des créances clients et divers, moins variation des crédits fournisseurs et divers).
- La capacité d'autofinancement.

- **Les flux de trésorerie d'investissement :**

Indique le niveau des investissements des cessions immobilisations. « Ils permettent de cerner la politique d'investissement menée par le dirigeant, et d'évaluer la rentabilité de ses décisions. »¹³

- **Les flux de trésorerie de financement :**

Correspondent aux apports en capitaux propres, des dividendes versés et aux emprunts des remboursements dont les crédits de trésorerie dans l'analyse la plus courante qui boucle sur la variation des liquidités.

2.1.1 Les principales étapes de construction TFT :

- **Le calcul du bilan différentiel :**

Cette étape consiste à calculer les variations des postes du bilan d'une année sur celle qui la précède, toutes ces variations sont regroupées dans l'équation suivante :

$$\text{FRNG} - \Delta\text{BFR} = \Delta\text{TN}$$

Les variations sont classées en emplois et ressources. Car le bilan est composé de deux parties (ressources et emplois).

- **La reconstitution des flux réels de la trésorerie :**

La variation d'un poste du bilan résulte le plus souvent par deux flux en sens inverse : une augmentation et une diminution, à l'aide des annexes comptables on va déterminer les flux réels de la trésorerie, après on calculera les variations pour chaque deux flux en sens opposé.

¹³DE La VEGA, Quentin, « Le tableau de financement, résumé des flux de trésorerie », Investir, no 1907.

- **La suppression des pseudo-flux :**

Certaines variations de postes du bilan traduisent des mouvements non monétaires, dans ce cas on doit les supprimer à cause de leur inutilité.

2.1.2 La structure du tableau des flux de trésorerie

Tableau n°01 : La forme du tableau des flux de trésorerie

DESIGNATION	N	N-1
<p>Flux de trésorerie liés à l'activité</p> <p>Résultat de l'exercice</p> <p>*Elimination des éléments sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation</p> <p>+Amortissement et provision</p> <p>+Valeur comptable des éléments d'actif cédés</p> <p>-Produit de cession d'éléments d'actif</p> <p>-Augmentation des frais d'établissement</p> <p>-Transfert de charges au compte de charges à répartir</p> <p>= Marge brut d'autofinancement</p> <p>-Variation de BFR lié à l'activité</p> <p>= Flux net de trésorerie lié à l'activité (A)</p>		
<p>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</p> <p>+Cessions d'immobilisations incorporelles</p> <p>+Cessions d'immobilisations corporelles</p> <p>+Cessions ou réductions d'immobilisations financières</p> <p style="padding-left: 20px;">-Acquisitions d'immobilisations incorporelles</p> <p style="padding-left: 20px;">-Acquisitions d'immobilisations corporelles</p> <p style="padding-left: 20px;">-Acquisitions d'immobilisations financières</p> <p>*Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur les opérations d'investissement</p> <p>+Variation des dettes sur immobilisations</p> <p>=Flux net lié aux opérations d'investissement (B)</p>		
<p>Flux de trésorerie lié aux opérations de financement</p> <p>+Augmentation du capital</p> <p>-Réduction du capital</p>		

-Dividendes versés		
+Augmentation des dettes financières		
-Remboursement des dettes financières		
+Subventions d'investissement reçues		
*Incidence de la variation des décalages trésorerie sur les opérations de financement		
-Variation de capital souscrit non appelé		
-Variation de capital souscrit appelé, non versé		
=Flux de trésorerie lié aux opérations de financement (C)		
Variation de trésorerie (A+B+C)		
Trésorerie à l'ouverture (D)		
Trésorerie à la clôture (A+B+C+D)		

Source : TORT Eric, « Les tableaux de flux de trésorerie en règles françaises et internationales », Février, 2013, page 26.

2.1.3 Interprétation du tableau

- **Les flux de trésorerie liés à l'activité :**

Correspondent à l'ensemble des flux non liés aux opérations de l'investissement et de financement, mais à ceux concernant directement l'activité de l'entreprise et son exploitation.

- **Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :**

Concernant l'acquisition et la cession des immobilisations, permettent d'identifier et de mesurer la politique d'investissement de l'entreprise.

- **Les flux de trésorerie liés aux opérations de financement :**

Constitués de sources de financement (augmentation de capital, nouveaux emprunts, subventions d'investissement, ...), et les décaissements y afférents (distribution de dividendes, remboursements d'emprunts, ...).

- **La trésorerie :**

Elle résulte de la somme des flux de trésorerie générée au niveau de l'activité, d'investissement et de financement. Elle correspond :

- Compte de caisse et compte courant ;
- Comptes à terme et intérêts détenus et non échus ;
- Soldes créditeurs de banques et intérêts courus et non échus ;
- Valeurs mobilières de placement.

Dans cette section, j'ai cerné les indicateurs de mesure et d'évaluation de la trésorerie selon deux approches qui servent à maintenir l'équilibre de la structure.

Conclusion

La trésorerie constitue un élément fondamental dans la vie de l'entreprise, son étude est un moyen efficient qui permet aux responsables de l'entreprise de bien anticiper des situations différentes qui peuvent se présenter dans le court, moyen ou long terme.

La trésorerie est un domaine très sensible qu'il faut gérer de façon quotidienne et une véritable stratégie. Le métier du trésorier exige de la vigilance et de l'ordre. Pour qu'une entreprise s'assure un meilleur avenir, elle doit se montrer vigilante quant à sa situation financière et s'efforcer à gérer sa trésorerie le mieux possible.

Au-delà de son calcul, la trésorerie représente un ensemble de flux et de risques qui doivent être gérés par un service spécialisé maîtrisant parfaitement son environnement interne et externe.

Chapitre 02 : La gestion du risque financier

Chapitre 02 : La gestion du risque financier

La gestion des risques financier a pour but de créer un cadre de références aux entreprises afin d'affronter efficacement le risque. Les risques sont variés et présents presque dans toutes les activités économiques et financières des entreprises. Il existe plusieurs risques financiers au niveau des entreprises qui pouvant réduire sa rentabilité. La gestion des risques financier fait partie du développement stratégique de l'entreprise et doit être planifié au plus haut niveau, et doit contrôler et faire le suivi les risques financiers auxquels l'entreprise est exposée.

Dans ce chapitre, mon objectif est de présenter les risques financiers auxquels les entreprises font face, et les démarches qu'elles peuvent utiliser pour mettre en place un processus de gestion de ces risque financiers.

Section 01 : généralité sur les risques

Le risque est défini comme un événement aléatoire qui peut avoir des impacts sur le résultat de l'entreprise et affecter son patrimoine. Donc l'entreprise doit avoir conscience des risques financiers qu'il prend dans le cadre de sa création.

1. La notion du risque

Depuis très longtemps, les risques ont existé depuis que le concept ne soit défini de manière linguistique ou mathématique. Ce tableau résume de manière général l'histoire du risque.

Tableau n°02 : Une brève histoire du risque

Période	Concepts	outils	Gestion
De l'Antiquité à la renaissance	• Polythéisme, monothéisme	• destin	• Formes embryonnaires d'assurance.
Des lumières à la seconde guerre mondiale	• Développement des probabilités et statistiques formelles	• Modélisation, hasard probabilisé et risque calculé.	• Institutionnalisation de l'assurance, principe de prudence.
Des années 1950 à la XX ^e siècle	• IT et Data processing,	• Algorithmes, simulations Monte	• Refus social du risque (principe de précaution,

	mathématiques computationnelles. <ul style="list-style-type: none"> • Psychologie cognitive. • Approfondissement de la notion juridique de responsabilité. • Couverture des risques. 	Carlo, sciences actuarielles. <ul style="list-style-type: none"> • Heuristique Hedging. 	préventive généralisée, normes) et prise de risque excessive de la finance.
Au XX^e siècle	<ul style="list-style-type: none"> • Révolution numérique (big/smart data, réalités virtuelles et augmentées, machine to machine.....) 	<ul style="list-style-type: none"> • Détection numérique de facteurs de risques (alertes, contrôles, stress et back tests...). • Maîtrise des risques de modèles. 	<ul style="list-style-type: none"> • Collectivisation accrue du risque et rationalisation de la notion de coût, arbitrage. • Réponse institutionnelle à l'instabilité financière.

Source : Laurent Pierandrei, Risk management, « gestion des risques en entreprise, banque et assurance », édition DUNOD, Paris, p 03.

2. Définition du risque

Selon Bressy (2004) « Les risques d'entreprise sont tous les événements pouvant survenir et qui sont de nature à réduire sa rentabilité, voire à remettre en question son existence. Il peut s'agir de menaces qui se réalisent, d'erreurs de gestion ou de prévisions ou encore de la survenance d'aléas défavorables »¹⁴.

Selon Besson et Possin (2006) « Le risque désigne un danger bien identifié, associé à l'occurrence d'un événement ou d'une série d'événements, parfaitement descriptible, dont on ne sait pas s'ils se produisent mais dont on sait qu'ils sont susceptibles de se produire »¹⁵.

¹⁴BRESSY G., « Economie d'entreprise », Edition Dalloz, Paris, 2004, page 56.

¹⁵BESSON Bernard, POSSIN Jean-Claude, « L'intelligence des risques, management », IFIE. 2006, page 28.

Selon le petit robert (2012) « Le risque est défini comme un danger éventuel plus au moins prévisible »¹⁶.

Ces définitions permettent de rendre compte de l'existence de concepts communs liés à la notion de risque, sont des éléments essentiels à prendre en considération dans les prises de décision dans l'entreprise. Le risque est défini donc comme un danger que l'on identifie sans ambiguïté, associé à la réalisation d'un événement dont la réalisation est probable. Les deux éléments importants sont l'identification du danger et la probabilité de réalisation de l'événement.

3. Les caractéristiques du risque

Sont de deux éléments : la menace et le danger.

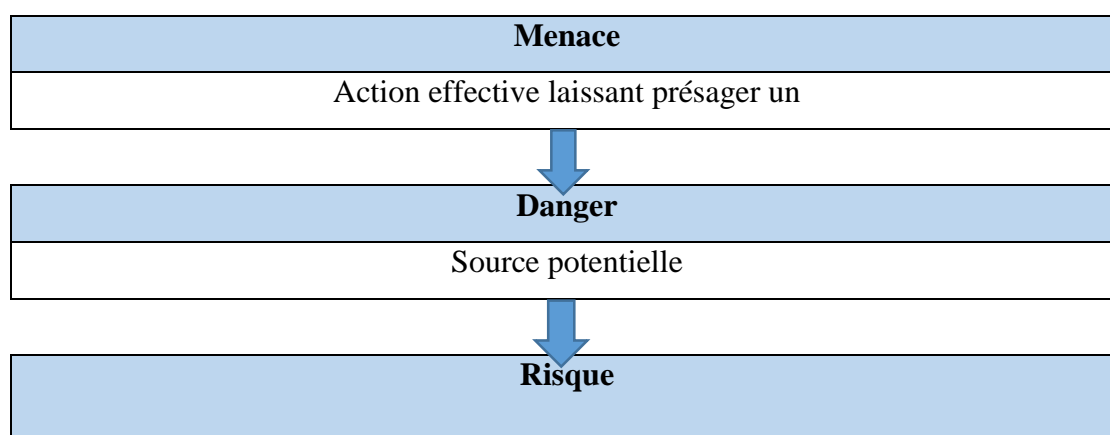
- **La menace**

C'est un signe qui laisse prévoir un danger. En résumé, la menace et le danger n'expriment pas les mêmes idées et sont à manipuler avec précaution. La menace entraîne le danger qui, à son tour, une fois survenu engendre potentiellement un risque.

- **Danger**

En présence d'un danger, le risque est consécutif, raison pour laquelle on peut percevoir que l'identification des risques passe par l'identification des dangers. Ceci va rendre la tâche plus facile quant à l'identification des risques.

Figure n°06 : Les caractéristiques du risque

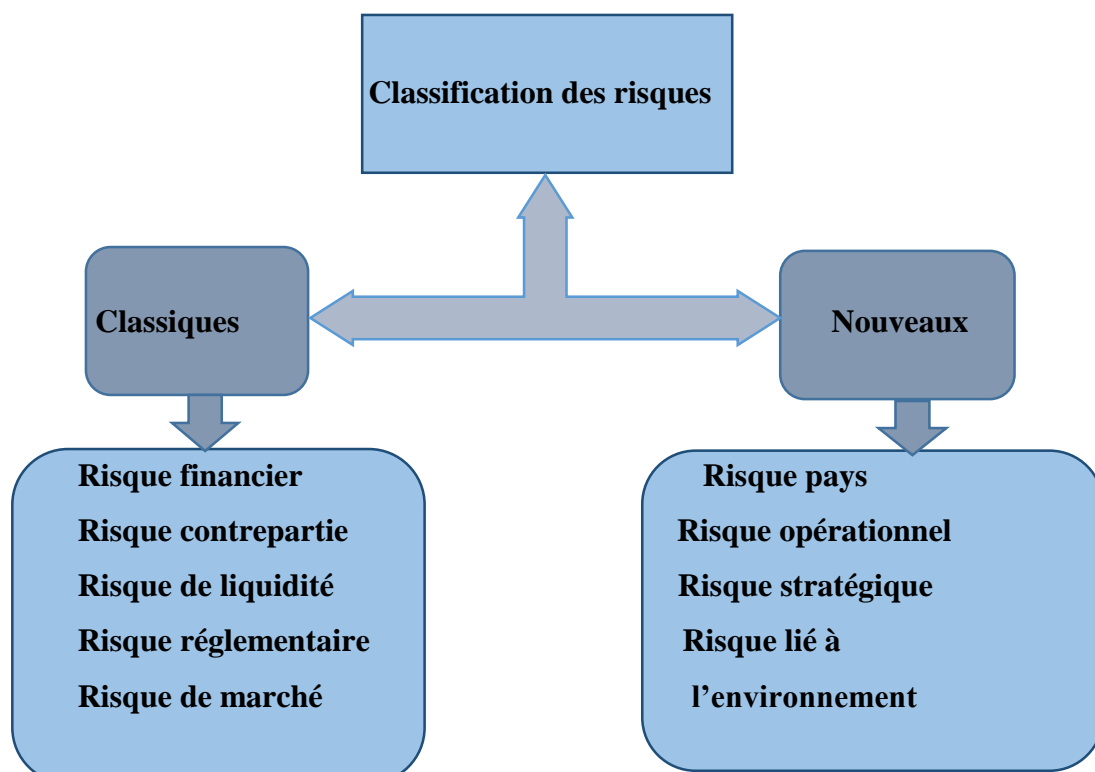


Source : Jean David DARSA. Op.cit., P37.

¹⁶Le Petit Robert 2012 édition des 60 ans, « Dictionnaire le Robert », dépôt légal en Mai 2011 (ISBN978-2-84902-841-4).

4. Classification des risques

Figure n°07 : Classification des risques



Source : Réalisé par moi-même

En général, il n'y a pas une manière unique de classer les risques. On distingue deux types de risque (les risques classiques et les nouveaux), selon leurs changements et évolutions.

4.1 Les risques classiques

Ces risques se caractérisent par une certaine permanence et parmi ces risques on trouve :

4.1.1. Risque financier

Les risques financiers peuvent provenir de sa responsabilité (endettement excessif ou manque de fonds propres par rapport à ses investissements), ou de facteurs extérieurs, par exemple une perte de change, ou la faillite d'un client.

4.1.2. Risque de contrepartie

C'est le risque que la partie, laquelle un contrat a été conclu, ne tienne pas ses engagements : (livraison, paiement, remboursement, etc.).

4.1.3. Risque de liquidité

C'est le risque sur la facilité à acheter ou à revendre un actif. Si un marché n'est pas liquide, il y a un risque de ne pas trouver un acheteur ou un vendeur au moment voulu. C'est un risque lié à la nature du sous-jacent (de la marchandise) mais aussi à la crédibilité de l'acheteur-vendeur.

4.1.4. Risque réglementaire

Il est associé le plus souvent à la survenance d'un changement politique ayant pu constituer lui-même le risque politique. Ces deux risques (réglementaire et politique) coïncident souvent à l'occasion du changement de statut de certaines sociétés, qu'il s'agisse de nationalisation ou de privatisations.

4.1.5. Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte ou de dévalorisation des positions détenues pour compte propre en instruments négociés sur un marché. La formation de prix fréquents sur les marchés permet de constater facilement une perte réalisée ou potentielle.

4.2 Nouveaux risques

Les nouveaux risques résultent de la prise de conscience des conséquences dont ils font l'objet. Parmi ces risques on trouve :

4.2.1 Risque pays

C'est un risque synthétique car il regroupe l'ensemble des risques pouvant affecter un pays. Il fait l'objet d'analyses et d'évaluation préalables à tout engagement dans un pays étranger. Les institutions financières sont exposées au risque pays à travers leurs placements internationaux.

4.2.2 Risque opérationnel

Les risques sont dus à des événements extérieurs, la mesure et le contrôle du risque opérationnel passent par la constitution des bases de données sur tous les événements qui ont causé des pertes dans le passé. Le risque opérationnel est celui auquel un intermédiaire est

exposé du fait d'une défaillance interne de ses procédures, de ses systèmes techniques ou de ses collaborateurs.

4.2.3 Risque stratégique

Le risque stratégique s'applique à toute décision d'entreprendre, qu'elle soit de caractère public ou privé. Il se trouve au cœur de ces opérations qui ne sont pas toujours assurées de succès. Ce risque se situe au plus haut niveau de la décision et correspond donc à un risque majeur.

4.2.4 Risque informatique

Le risque informatique c'est un risque de blocage des systèmes informatique et de fraude sur le réseau internet. Les pays développés ont réalisé des investissements considérables dans des logiciels de sécurité afin de préserver le fonctionnement des systèmes.

Donc, les risques sont multiples selon leurs appartenances à une certaine catégorie, pouvant mettre en danger toute l'activité d'une organisation.

Section 02 : Etude du risque financier dans l'entreprise

« Tous les décisions industrielles ou commerciales peuvent se traduire financièrement et comportent inévitablement un risque. Ce type de risque financier dont les manifestations sont multiples peut avoir pour conséquences un simple manque à gagner ou l'insolvabilité totale de l'entreprise. »¹⁷.

1. La définition du risque financier

Le risque financier est un risque de perte de l'argent suite à une opération financière ou à une opération économique ayant une incidence financière.

2. Les types de risque financier

Il existe plusieurs types de risques financiers pouvant affecter la pérennité des entreprises mais mon travail se limitera sur risque client, risque de change et risque de taux d'intérêt :

2.1. Risque client

Le risque client dans sa forme la plus forte correspond à un risque de défaillance financière. L'observation de cette dernière et l'analyse de sa cause mettent souvent en évidence une mauvaise gestion à l'origine de plus de 60 % des défaillances, elle est due à des problèmes de trésorerie.

Le risque client, s'entend du risque qu'un contrepartie (banques et institutions financières, entreprise) soit incapable d'honorer ses engagements envers l'entreprise, soit un jour donné, donc temporairement, par sa défaillance dans un système d'échange, soit définitivement par cessation d'activité.

2.1.1. Prévention du risque client

Repose sur l'identification et l'évaluation du risque client

2.1.1.1. Identification du risque client

L'identification du risque client est absolument indispensable de disposer précisément d'informations telles que le nom de la société, la structure juridique, l'identité des dirigeants,

¹⁷DE LA BAUME Charles, ROUSSET André, TAUFFLIEB Charles-Henri, « La couverture des risques de changes et des taux dans l'entreprise », Edition ECONOMICA, Paris, 1999, page 11.

les relations commerciales et financières de la société avec ses différents partenaires (banques, clients, autre fournisseurs...).

2.1.1.2. Evaluation du risque client

C'est le résultat d'une collecte d'information dont le traitement permettra de déterminer un seuil de risque par client. La collecte d'information est effectuée au sein de l'entreprise en situation de fournisseur et auprès d'organismes extérieurs. La connaissance des clients par les commerciaux, leurs souhaits en matière de livraisons, le respect des délais de règlements ou les incidents de paiements, sont des éléments de connaissance relationnelle minimale des clients. Le recours à des organismes externes (banques) fournit des informations financières et comptables (derniers bilans, comptes de résultat...) concernant l'client convient de vérifier la validité et la pertinence de leur renseignement.

Le traitement des informations a pour but de mettre en évidence la capacité des clients à payer leurs dettes, leur volonté de respecter les délais, leur patrimoine financier globale et les conditions de règlements demandées. Il donne lieu à une analyse financière approfondie qui permet d'apprécier la santé financière de la société et en particulier sa solvabilité et sa liquidité. Cette analyse est complétée par l'étude du risque présenté par le client, au moyen de méthodes (empiriques ou scientifiques).

- **Analyse en classes de risque**

Elle consiste à définir trois groupes de clients, selon qu'ils soient estimés sans risque, à risque limité ou très risqués. Les critères de sélection des clients et de d'affectation en classe de risque peuvent relever de plusieurs types d'analyse au moyen de différentes méthodes. A l'affectation de clients, un suivi permanent des clients est nécessaire pour procéder éventuellement à un changement de classe de risque.

- **La méthode des scores**

C'est une méthode qui permet une analyse plus approfondie que les techniques d'étude ratio par ratio. Elle prend en compte un ensemble de ratio pour calculer un indicateur unique qui comparer sa valeur à des normes calculées statistiquement pour des entreprises saines.

Il existe plusieurs formulations se la méthode des scores, les plus utilisées sont :

- **La fonction score d'E.L Altman (1968)**

Cette fonction est la première fonction score utilisée ; élaboré à partir d'un échantillon de seulement 33 entreprises américaines, elle a incité de nombreux chercheurs à proposer des fonctions score plus pertinentes pour apprécier le risque de défaillance d'entreprises.

$$Z = 1,2 R1 + 1,4 R2 + 3,3 R3 + 0,6 R4 + 0,9 R5^{18}$$

- R1 : fonds de roulement net / passif total
- R2 : réserves / passif total
- R3 : excédent brut d'exploitation / total du bilan
- R4 : fonds propres / passif total
- R5 : chiffre d'affaires / total du bilan.

Altman détermine une valeur critique $Z= 2,675$; donc :

Si $Z < 2,675$ l'entreprise est considérée comme défaillante ;

Si $Z > 2,675$ l'entreprise est considérée comme saine.

- **La fonction score de Y. Collongues (1977)**

Cette fonction est fondée sur deux fonctions discriminantes :

$$Z1 = 4,9830 R1 + 60,0366 R2 - 11,8348 R3^{19}$$

$$Z2 = 4,6159 R4 - 22 R5 - 1,9623 R6^{20}$$

Les ratios sont les suivants :

- R1 : frais de personnel / valeur ajoutée
- R2 : frais financiers / chiffre d'affaires hors taxes
- R3 : fonds de roulement net / total du bilan
- R4 : frais de personnel / valeur ajoutée
- R5 : résultat d'exploitation / chiffre d'affaires hors taxes
- R6 : fonds de roulements net / stocks.

L'entreprise est considérée saine ou défaillante en fonction de la valeur de Z1 et Z2²¹ :

¹⁸ GAUGAIN Marc, SAUVÉE-CRAMBERT Roselyne, Op. Cit., page198.

¹⁹Idem, page199.

²⁰Idem, page199.

²¹GAUGAIN Marc, SAUVÉE-CRAMBERT Roselyne, Op. Cit., page200.

Si $Z1 > 5,455$: entreprise défaillante

Si $Z1 < 5,455$: entreprise saine

Si $Z2 > 3,0774$: entreprise défaillante

Si $Z2 < 3,0774$: entreprise saine.

Les fonctions scores sont déterminées au moyen de ratios dont la fiabilité, liée aux documents financiers utilisés pour leur calcul, et la pérennité ne sont pas garanties. Elles sont élaborées à partir d'échantillons non semblables d'entreprise saines et défaillantes.

2.1.2. La couverture du risque client

2.1.2.1. L'élaboration d'une facture

Est fondée sur une relation commerciale entre des entreprises en situation de fournisseur et client. Cette relation commerciale est matérialisée par une vente qui donne lieu à l'établissement d'une facture. Elle doit comporter toutes les informations relatives aux conditions de vente et de règlement.

2.1.2.2. Délais de paiement

La durée et le montant du crédit client sont les deux éléments sur lesquels repose effectivement le risque client. Donc il est nécessaire de les déterminer au mieux des intérêts réciproques, dans le respect des textes réglementaires.

2.1.2.3. Détermination de l'encours de crédit

« L'encours accordé à un client à une date donnée doit être révisé périodiquement ou exceptionnellement si l'évolution de la situation du client le nécessite, cette révision pouvant aller jusqu'à la suppression totale éventuellement²² ».

Accorder un encours à un client implique un suivi rigoureux du compte de ce client. Certaines sociétés ne souhaitent pas assurer ce suivi, ou n'en ont pas les moyens, d'autres cherchent à externaliser préventivement le risque client. Détermination de l'encours de crédit résulte d'une connaissance approfondie de sa situation financière et des capacités de

²²GAUGAIN Marc, SAUVEE-CRAMBERT Roselyne, Op. Cit., page194.

remboursement, appréciées par l'analyse financière et le suivi historique des positions du compte de ce client.

2.1.2.4. L'affacturage

Contribue à la gestion du risque client en permettant au fournisseurs de transférer un risque client vers une société d'affacturage. L'accord donnée par la société d'affacturage est obtenu après analyse du risque auquel celle-ci est exposée. Le risque est lié au client et à sa capacité à payer les factures reçues. Le factor doit procéder à une étude de la situation financière du débiteur et contrôle ses habitudes de paiement. Après cette étude, le factor permet d'accepter ou de refuser la prise en charge de créances sur des clients considérés comme trop risqués.

2.1.2.5. Assurance-crédit

Les sociétés d'assurances crédit offrent aux entreprises exposées à un risque client un transfert partiel de ce risque. Il couvre moyennant le paiement d'une prime, calculée en fonction du chiffre d'affaires. Le recouvrement des créances est à la charge de l'assuré qui peut éventuellement confier ce travail à l'assureur qui en facture le coût.

2.1.2.6. Crédit documentaire

Le crédit documentaire, accordé au client étranger par une banque, est notifié au fournisseur par sa propre banque et vaut, sous respect de certaines conditions, la banque du fournisseur prend l'engagement et règle le montant de la créance, après contrôle de documents, et demande ensuite à la banque qui a accordé le crédit documentaire de rembourser ce montant, après contrôle de document, qui lui finalité payé par son client.

2.2. Le risque de change

« Le risque de change est un risque financier lié à une évolution défavorable des devises, entraînant des pertes de change²³ ».

« D'une manière générale, le risque de change apparait comme un résultat de la confrontation d'une incertitude extérieure à la situation interne d'une entreprise. L'incertitude extérieur est la variation des taux de changes des devises autres que la monnaie qui sert d'unité de compte et de mesure du résultat de l'entreprise monnaie dite de référence²⁴ ».

²³ Jean David DARSA. Op.cit., P127.

²⁴DE LA BRUSLERIE Hubert, ELIEZ Catherine, « Trésorerie d'entreprise, gestion des liquidités et des risques », Edition DALLOZ, 1997, page 394.

La valeur d'une monnaie varie en permanence, dès qu'une entreprise réalise une opération qui implique une entrée ou une sortie de devises dans les mois ou les années à venir, il existe un risque de change car l'entreprise ne connaît pas à l'avance la contrepartie en monnaie nationale de ses entrées ou sorties de devises futures.

Le risque de change peut avoir des conséquences sur les ressources propres, les écarts de conversion des postes du bilan et sur les résultats. Il a pour cause :

- Une situation macroéconomique jouant sur la valeur de la devise (perte ou gain de valeur) ;
- Une mauvaise maîtrise des flux financiers en devises, déséquilibrés (achat, vente, dette) ;
- Un déséquilibre dans l'utilisation des devises de transaction.

Les entreprises présentent trois types de risques de change :

- Le risque de change de transaction (si l'entreprise vend ou achète, dans une devise étrangère, dans ce cas le taux de transaction retenu lors de l'opération de change peut être différent du cours comptabilisé lors de l'émission) ;
- Le risque de change de consolidation (si l'entreprise regroupe les bilans de filiales étrangère en un bilan national consolidé) ;
- Le risque de change économique (les variations du marché de change peuvent affecter le pouvoir d'achat des clients).

2.2.1. Identification du risque de change

L'identification du risque de change repose sur la connaissance de la position de change de l'ensemble des avoirs et des engagements de l'entreprise.

2.2.1.1. Position de change

La position de change de l'entreprise recouvre les créances sur clients, les prêts en devises, les dépôts, les achats ou ventes à terme, les emprunts en devises, et les dettes fournisseurs. Elle est un inventaire de toutes les opérations comptables en devises avec l'étranger.

Calculée plus ou moins régulièrement selon la fréquence des opérations commerciales et financières de l'entreprise. Elle peut se présenter sous la forme suivante :

Tableau n°03 : La position de change de l'entreprise

Libellés des opération	Montant en devise	Cours de la devise de l'opération	valorisation
Créances			
Créance détenus sur des tiers			
Dépôts ou prêts en devises			
Achat à terme			
(a) Total créances valorisés au cours moyen (1)			
Engagement			
Dettes envers les tiers			
Emprunts en devises			
Vente à terme			
(b) Total engagements valorisés au cours moyen (1)			
(a) – (b) Position nette			

Source : élaboré par moi-même à partir du site www.banque-of-algeria.dz

(1) Cours moyen = moyenne des cours pondérée.

La différence entre les créances (les avoirs) et les engagements de l'entreprise en monnaies étrangères est dite de position nette ouverte ou fermée.

- **Position de change fermée**

La position de change est fermée lorsque les dettes sont égales aux créances.

- **Position de change ouverte**

La position de change est ouverte lorsque les créances en devises différent des dettes. Il existe deux position de change, position de change longue et courte.

- **Position de change longue**

- L'entreprise subit une perte de change, en cas de baisse du cours de la devise par rapport à la monnaie de référence ;
- L'entreprise subit un gain, en cas de hausse du cours de la devise.

- **Position de change courte**

- L'entreprise subit une perte de change en cas de hausse du cours de la devise par rapport à la monnaie de facturation ;
- L'entreprise subit un gain de change en cas de baisse du cours de la devise.

Tableau n°04 : Tableau récapitulatif de l'impact des variations des taux selon la position de change de l'entreprise

Position fermée	Hausse de la devise	Aucun impacte : l'entreprise n'est pas en risque de change
	Baisse de la devise	
Position longue	Hausse de la devise	Gain
	Baisse de la devise	Perte
Position courte	Hausse de la devise	Perte
	Baisse de la devise	Gain

Source : LEGRAND Ghislaine, MARTINI Hubert. Op., Cit, page 212.

La position de change détermine le risque encouru par l'entreprise. C'est sur cette position que l'entreprise court un risque de perte suite à une variation défavorable des cours de change.

2.2.2. La couverture du risque

L'entreprise peut se trouver en situation de gain ou de perte, donc elle doit prendre des décisions stratégiques qui est de gérer ou pas son risque de change. Il existe deux possibilités de gérer le risque de change, interne et externe.

2.2.2.1. Les techniques interne de couverture du risque de change

Les entreprises, ont la possibilité de recourir à un certain nombre de techniques internes pour se limiter le risque de change, sans avoir recours à un tiers. Les techniques internes se sont perfectionnées depuis les années 1980 et comprennent : le choix de la monnaie de facturation, les termaillages, les clauses d'indexation dans les contrats, la compensation interne bilatérale et multilatérale, les swaps de change et de devises.

- **Le choix de la monnaie de facturation**

« La monnaie de facturation est la monnaie dans laquelle est libellé la contrat d'achat ou de vente. C'est un moyen simple et économique de réduire le risque de change et les coûts de gestion qui lui sont associés²⁵ ».

Une facturation en monnaie permet à l'évidence d'éviter de subir le risque de change, puisque le montant qui sera perçu à l'échéance est parfaitement connu dès la conclusion du contrat.

- **L'utilisation de la monnaie nationale**

Les entreprises, préfèrent libeller leurs exportations dans leur monnaie et demander aux fournisseurs étrangers de régler dans cette nationale. Cette facturation peut ne fournir qu'une protection illusoire : les contrats d'achat contiennent souvent des clauses d'indexation sur les variations de cours d'une devise. A la vente, l'adoption de la monnaie nationale comme monnaie de facturation conduit à reporter le risque de change sur l'acheteur.

- **L'utilisation d'une monnaie étrangère comme monnaie internationale**

Les devises utilisées dans les contrats sont le dollar (60%) et l'euro (30%), et la livre sterling et le yen japonais (10%), ce qui diminue le risque de change en réduisant le nombre de monnaies utilisées.

• **Termaillage**

Termaillage (leads and lags) « consiste à faire varier les termes des paiements afin de bénéficier de l'évolution favorable des cours de change²⁶ ».

- **Anticipation sur la valeur de la monnaie sont à la baisse**

Dans ce cas, les importateurs accéléreront leurs paiements facturés en devises ; à l'inverse, les exportateurs retarderont le paiement de leurs créances libellées en devises.

- **Anticipation sur la valeur de la monnaie sont à la hausse**

Dans ce cas, les importateurs retarderont leurs paiements et les exportateurs accéléreront le rapatriement de leurs créances.

²⁵ AVENEL Jean-David, PEYRARD Max, « L'essentiel du risque de change et de ces instruments », Edition Gualino, Paris, 2016, page 67.

²⁶ PRISSERT P, GARSUAULT P, PRIAMI S, « Les opérations bancaires avec l'étranger », Edition Banque-Editeur, Paris, 1995, pages 117.

- **L'indexations monétaire**

L'indexations monétaire consiste à inclure dans le contrat d'achat ou de vente des clauses permettant un ajustement du prix, suite à une évolution du cours de la devise de facturation, afin d'éliminer ou réduire l'exportation au risque de change.

- **La compensation interne (netting)**

La compensation interne est une technique financière qui consiste à compenser les entrées et les sorties de devises dans le but de diminuer le nombre et le volume des transactions en devises. L'objectif de cette technique est de limiter le risque de change. Le netting est essentiellement utilisé par les entreprises qui possèdent des filiales à l'étranger.

- **La compensation bilatérale**

« On parle de compensation bilatérale quand deux sociétés sont en relation commerciale et qu'elles effectuent des ventes réciproques : filiale étrangère d'une société mère qui lui vendrait des produits semi-finis et lui rachèterait des produits finis (vente de composants contre achat d'ordinateurs, etc.) »²⁷.

- **La compensation multilatérale**

C'est le système utilisé lorsque les transactions sont nombreuses entre les sociétés d'un groupe. Ses avantages sont les suivants :

- Le risque de change diminue quand on réduit les positions de change ;
- Les frais de couverture sont plus faibles ;
- Les mouvements de fonds sont limités.

- **Les swaps de change et de devise**

Les swaps de change ont lieu entre banques, sur le marché interbancaire des changes, pour leur propre compte ou celui de leur clientèle qui souhaite se couvrir d'un risque de change à court terme. Dans ce cas, il n'y a pas d'échange d'intérêts, uniquement des échanges de devises au départ et à la fin du swap.

Les swaps de devise sont des contrats de gré à gré entre deux parties, qui s'engagent à s'échanger deux dettes dans deux devises différentes, ils permettent d'échanger des conditions

²⁷ AVENEL Jean-David, PEYRARD Max, Op., Cit, page 70.

de financement. Dans ce cas, il y a toujours des échanges d'intérêts en cours de période. Ils constituent des garanties de taux à long terme.

2.2.2.2. La couverture externe du risque de change

Les techniques externes, pour lesquelles l'entreprise utilise les instruments mis à sa disposition par les marchés ou des organismes extérieurs.

- **La couverture sur le marché des changes à terme**

C'est la couverture la plus utilisée par les entreprises du fait de sa simplicité d'emploi. Elle s'applique à l'exportation comme à l'importation. Le change à terme permet de fixer un cours de vente de devises pour une échéance future.

- **La couverture sur le marché monétaire**

La couverture sur le marché monétaire est plus employée et simple. L'exportateur a une position longue en devise et peut emprunter immédiatement sur le marché le montant de son exportation en devises. Et l'importateur a une position courte en devises, dont il aura besoin pour la date future du paiement et peut acheter immédiatement les devises dont il a besoin sur le marché des changes et les placer pour la durée correspondante.

- **Les avances en devises**

- **Les avances en devises à l'exportateur**

« Il s'agit d'un prêt en devises accordé par une banque à un client exportateur pour couvrir une créance dont l'échéance est plus ou moins proche. En empruntant, l'exportateur obtient une source de financement s'il convertit les devises obtenues en monnaie nationale et améliorer la trésorerie de l'entreprise »²⁸.

- **Les avances en devises à l'importateur**

Les avances en devises à l'importateur ne peuvent pas couvrir le risque de change de l'importateur, car elles sont consenties à taux et à termes fixes. Ils sont affectés au règlement du fournisseur étranger permet de régler au comptant le montant des importations et, éventuellement, d'obtenir un escompte du fournisseur.

²⁸ LEGRAND Ghislaine, MARTINI Hubert, Op, Cit., page 214.

- **Le marché des contrats à terme ou « futures » de devises**

« Les contrats de futures sur devise sont des contrats au terme desquels les opérateurs s'engagent à acheter ou à vendre une certaine quantité de devises, à un cours et à une date fixée à l'avance »²⁹.

- **L'option de devises**

L'option de change est un contrat donnant à son acquéreur le droit et non l'obligation d'acheter ou de vendre un montant donné de devise à une date déterminée et à un cours fixé à l'avance appelé prix d'exercice, moyennant le paiement d'une prime. Il s'agit d'un contrat qui permet de se protéger contre le risque de change, tout en préservant l'opportunité de réaliser un gain de change dans le cas d'une évolution favorable du cours de la devise concernée.

2.3. Le risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est à considérer pour les entreprises présentant un endettement financier ou disposant de ressources financières disponibles à placer. Les excédents de ressources disponibles sont à placer sur les marchés financiers. Il n'est donc à considérer que pour les entreprises présentant un endettement financier d'un excédent de trésorerie.

2.3.1. Identification du risque de taux d'intérêt

« Le risque de taux d'intérêt concerne tout emprunt ou prêt, financement ou placement, réalisé à taux fixe ou variable. Connaître le risque de taux d'intérêt revient dans un premier temps à constater l'incidence d'une variation de taux d'intérêt sur un actif financier, dette ou créance »³⁰.

²⁹ FONTAINE Patrice, Op, Cit., page 34.

³⁰ GAUGAIN Marc, SAUVÉE-CRAMBERT Roselyne, Op, Cit., page 249.

Tableau N° 5 : L'incidence d'une variation de taux sur le rendement d'un prêt ou d'un emprunt

Taux	Prêt		Emprunt	
	Fixe	Variable	Fixe	Variable
Hausse de taux	Perte d'opportunité	Gain réel	Gain d'opportunité	Perte réelle
Baisse de taux	Gain d'opportunité	Perte réelle	Perte d'opportunité	Gain réel

Source : GAUGAIN Marc, SAUVÉE-CRAMBERT Roselyne, « gestion de la trésorerie 2^{ème} édition », Edition ECONOMICA, Paris, 2007, page 250.

Un trésorier d'entreprise gère des flux financiers qui ont pour supports divers actifs figurant au bilan de la société, il lui faut donc aussi pourvoir apprécier globalement.

2.3.2. La couverture du risque de taux d'intérêt

2.3.2.1. Future rate agreement (FRA)

Le FRA est un contrat par lequel le vendeur du FRA garantit à l'acheteur, au terme d'une période donnée un taux négocié, pour un emprunt d'un montant et d'une durée négociés.

L'opérateur qui cherche à se couvrir contre une hausse des taux se portera acheteur d'un FRA. A l'inverse, celui qui cherche à se couvrir contre une baisse de taux se portera vendeur.

2.3.2.2. Les caps

« Un cap est un contrat entre deux contreparties, qui permet à son acheteur de se couvrir contre une hausse des taux, au-delà d'un certain niveau, appelé taux plafond, contre le paiement d'une prime. Cet instrument de couverture permet donc d'acheter le droit de mettre en place un emprunt à un taux d'intérêt maximal déterminé à une date donnée. A chaque date de constatation, si le taux variable est supérieur au taux de marché, l'acheteur du CAP reçoit du vendeur, généralement la banque, le différentiel de taux, appliqué au capital nominal, et rapporté au nombre de jours de la période »³¹.

³¹ LA BRUSLERIE Hubert, ELIEZ Catherine, Op, Cit., page 580.

2.3.2.3. Le terme contre terme (forward-forward)

Le terme contre terme est un instrument qui permet de fixer le taux d'un prêt ou d'un emprunt qui ne se mettra en place qu'une date future. Cet instrument permet de couvrir un risque de taux futur. La technique du forward associe la faculté de mettre en place un taux garanti avec une opération de crédit ou une opération de placement en faveur d'un client.

2.3.2.4. Le swap

Un swap est un contrat entre deux parties d'échanger des intérêts dans la même monnaie ou dans deux devises différentes sans pour autant procéder à un échange de capitaux. La durée d'un swap peut aller de quelques jours à dix ans des échéances correspondant souvent à des fins de mois civils pour une meilleure liquidité de marché ; des échéances intercalaires sont aussi utilisées sur ce marché de gré à gré.

Les risques financiers sont beaucoup plus nombreux. Les entreprises ont mis en place des moyens nécessaires afin de se protéger et de réduire les grands dangers qui peuvent mettre en péril sa situation financière.

Section 3 : L'impact du risque financier sur la trésorerie

La trésorerie et la gestion des risques financiers sont devenues des enjeux majeurs pour les dirigeants d'entreprise. Une préoccupation notamment portée par l'instabilité croissante des marchés financiers et l'augmentation constante des risques d'impayés. Si le risque se produit, l'entreprise doit, disposer de la trésorerie nécessaire pour faire face à l'échéance qui se présente.

1. Provenance du risque financier lié à la trésorerie

Il peut être engendré par de nombreuses causes :

- Un fonds de roulement inférieur au besoin en fonds de roulements, dû à une combinaison des deux raisons précédents, engendrant une dégradation de la situation de trésorerie nette structurelle de l'entreprise ;
- Un alourdissement majeur des stocks, un resserrement du crédit fournisseur ou des conditions jusqu'alors accordées au passif d'exploitation ;
- Une mauvaise maîtrise du besoin en fonds de roulements (BFR) : un dérapage structurel des créances clients, un impayé ou un retard client significatif ;
- Une augmentation significative des délais de crédit clients consentis ;
- Une défaillance de position nette de trésorerie à un instant donné, liée à une mauvaise maîtrise de trésorerie prévisionnelle ;
- Une incapacité à déployer rapidement des solutions appropriées de soutien de financement à court terme ;
- Une erreur majeure de prévision liées à l'activité, rendant caduque l'opportunité d'entrées de flux de ventes prévues ;
- Une dégradation des conditions d'exploitations de l'entreprise, impactant les niveaux d'activités réalisés et affectant de manière significative les volumes de facturation et d'encaissement du chiffre d'affaires.

2. L'impact du risque financier lié à la trésorerie

L'incapacité d'honorer une dette à l'échéance entraînant des retards et/ou des impayés, fragilise en profondeur d'entreprise, qui se retrouve dès lors en situation de faiblesse absolue :

- Vis-à-vis de ses fournisseurs qui pourront exiger le retour des marchandises ou des matières livrées, resserrer les conditions de livraisons, stopper les approvisionnements, augmenter significativement les conditions d'acquisitions ;
- Vis-à-vis des partenaires financiers qui pourront changer les conditions de financement octroyées, demander le remboursement anticipé des passifs en cours, suspendre leurs engagements selon des règles précises du risque de rupture abusif de situation fragilisée ;
- Vis-à-vis des actionnaires et des salariés qui verront peut-être leurs salaires versés avec retard compte tenu de la situation de trésorerie de l'entreprise.

C'est l'incapacité pour l'entreprise à faire face à l'échéance de la dette ou du paiement exigible qui se présente entraîne la constatation effective de retards du paiement de la facture, mais surtout de constatation effective d'impayés.

3. Risques liés aux flux de trésorerie en commerce international

Dans un contexte international, les risques sont plus nombreux en fonction de la distance, de la monnaie utilisée, de la situation politique du pays et aussi du moyen de transport utilisé. Les exportateurs et les importateurs font face à une multitude de risques dans la gestion de leurs affaires de commerce international. Les entreprises doivent identifier ces risques et mettre en œuvre les moyens nécessaires pour intégrer dans leurs politiques de sécurisation et dans leurs coûts et prix.

Les flux de trésorerie en commerce international sont similaires aux flux de trésorerie sur le marché national. Les risques de change, les modalités de paiement de plus longue durée qui sont contraignantes sur le plan du fonds de roulement et les instruments de paiement inhabituels. Donc il faut faire preuve de plus de vigilance en matière d'atténuation des risques ce qui est habituellement nécessaire pour les opérations effectuées au pays.

« Chaque étape du cycle commercial prend plus de temps en commerce international. Les risques décrits peuvent être accentués par des problèmes de synchronisation des échéances, par exemple lorsqu'un client tarde à payer exactement au moment où l'entreprise doit régler un compte fournisseur. Ces problèmes de synchronisation des échéances peuvent être à l'origine

de longues périodes de flux de trésorerie faibles ou inexistantes alors même que l'entreprise doit avoir accès à des fonds de roulement suffisants pour couvrir ses obligations³² »

3.1 Risque lié au paiement (risque de non-paiement)

L'entreprise doit être au courant des activités de ses partenaires commerciaux, s'ils sont en mesure de respecter leurs obligations. Ce risque découle souvent du manque d'informations sur la solvabilité de l'acheteur étranger.

3.2 Risque de transport

Les marchandises transportées internationalement sont à risque (bris, perte, vol, vandalisme, contamination...etc.). Avant d'expédier les marchandises, il est important de confier la responsabilité du transport à l'acheteur ou au vendeur et d'obtenir les couvertures suffisantes.

Les marchandises exportées sont confrontées à des risques plus importants :

- Perte ou de la marchandise ;
- Détérioration de la marchandise (mauvais emballage, température non respectée, etc.) ;
- Saisie par les autorités locales ;
- Retard de livraison.

Les retards de livraison peuvent donner lieu à des pénalités contractuelles alors que la mauvaise qualité peut entraîner des coûts de reconstruction élevés à l'étape de la fabrication, ou des réclamations inattendues au titre de la garantie ultérieurement.

3.3 Risque lié au rendement

Le risque lié au rendement peut découler de données sur inexactes sur certains fournisseurs étrangers, ce qui rend la relation avec eux difficile à gérer. S'approvisionner en biens ou en matière première dans des pays où les prix sont faibles ou en faire fabriquer dans ces pays peut être également plus risqué que prévu pour les flux de trésorerie. Les fonctions logistiques rigides et les coûts liés aux stocks peuvent bloquer les liquidités plus longtemps.

³²www.docplayer.fr. « La gestion des risques et des flux de trésorerie ».

3.4 Risque de change

Ce risque peut se manifester lorsque les flux de trésorerie sont libellés dans plus d'une devise et que cette situation peut donner lieu à des pertes (ou gains) importants attribuables aux fluctuations des cours de change. Le cours fluctuant des devises peut impacter la rentabilité de l'entreprise, la contraignant à convertir des sommes à des taux moins favorables que ce qui été budgété initialement. Il est donc important de définir une politique de change, notamment pour :

- Stabiliser ses marges et sa trésorerie ;
- Limiter les effets négatifs d'une fluctuation des taux de change ;
- Mieux définir sa politique de prix.

Chaque risque financier va avoir un impact, plus ou moins significatif, ou durable sur la valeur de l'entreprise. Quel que soit le type de risque financier, il va avoir une incidence financière additionnelle sur l'entreprise.

Conclusion

Le risque financier fait référence à possible de perte d'argent ou à l'incertitude concernant la performance d'un investissement. Les risque financiers ou d'insolvabilité sont généralement dû à l'instabilité des marchés financiers et du crédit ou à l'incapacité de respecter ses obligations financières.

Il existe plusieurs instruments pour les entreprises de se couvrir contre un risque financier donné. En présence de ces instruments de couverture, ces instruments vont activités correctement et à répondre à ces objectifs. Ils concernent essentiellement les swaps, les contrats à terme et les options.

*Chapitre 03 : Etude du cas
au niveau d'EPB*

Chapitre 03 : Etude du cas au niveau d'EPB

Dans les chapitres précédents, j'ai abordé les différents aspects théoriques concernant la gestion de trésorerie et la gestion du risque financier d'une entreprise, cependant une présentation théorique ne sera jamais complète si elle ne comporte pas un appui pratique.

Pour cela, dans ce dernier chapitre qui énonce l'étude du cas au niveau de l'entreprise portuaire de Béjaïa. En premier lieu de ce chapitre est la présentation de l'EPB, en suite la deuxième section l'analyse des ratios et des risques dans l'EPB et enfin l'impact du risque financier sur la trésorerie d'EPB.

Section 1 : Présentation de l'organisme d'accueil

Dans cette section, c'est la présentation générale d'entreprise portuaire Béjaïa, afin de comprendre son historique, ses activités et son organisation.

1. Historique de l'Entreprise Portuaire de Bejaia

1.1. Généralité sur le port de Bejaia :

Au cœur de l'espace méditerranéen, la ville de Bejaia possède de nombreux sites naturels et vestiges historiques, datant de plus de **10 000 ans**, ainsi qu'une multitude de sites archéologiques, recelant des trésors anciens remontant à l'époque du néolithique.

Dans l'antiquité, *Amsyouen*, habitants des flans surplombant la côte, ne fréquentaient la côte que pour pêcher. Les premières nefes qui visitèrent nos abris naturels furent phéniciennes, ils y installèrent des comptoirs.



La *Salda* romaine leur succéda, et devint port d'embarquement de blé. Ce n'est qu'au **11^{ème}** siècle que la berbère *Begaieth*, devenue *Ennaciria*, prit une place très importante dans le monde de l'époque. Le port de Bejaia devint l'un des plus importants de la Méditerranée, ses échanges étaient très denses. L'histoire retiendra également à cette époque, que par *Fibonacci de Pise*, fils d'un

négociant pisan, s'étendirent dans le monde à partir de Bejaia, les chiffres aujourd'hui universellement utilisés.

La réalisation des ouvrages du port débuta en **1834**, Les infrastructures actuelles ont commencé à être érigées à la fin du siècle dernier. Les ouvrages de protection furent entamés en **1870** et ceux d'accostage en **1879**. La construction de l'ancien port fut achevée en **1911**. Le nouveau quai long de 300 melle fût achevée en **1987**. C'est en **1960** que fût chargé le 1^{er} pétrolier au port de Bejaia.

L'aménagement moderne des espaces et des installations spécialisées, l'implantation de nouvelles industries et l'introduction d'outils modernes de gestion ont fait évoluer le Port de Bejaia vers la 3^{ème} génération et le classent aujourd'hui 2^{ème} port d'Algérie en marchandises générales.

Ayant acquis la certification iso 9002 en 2000 puis la transition à la norme 9001 version 2000 en 2002 et la 14001 en 2004, l'entreprise aspire pour fin 2007 inclure l'OHSAS 18000 pour faire aboutir son projet d'être le premier port africain à se doter d'un système de management intégré.

1.2. Historique et cadre juridique :

Le décret n°**82-285** du 14 Août 1982 publié dans le journal officiel n° 33 porta la création de l'Entreprise Portuaire de Bejaia ; entreprise socialiste à caractère économique ; conformément aux principes de la charte de l'organisation des entreprises, aux dispositions de l'ordonnance n° 71-74 du 16 Novembre 1971 relative à la gestion socialiste des entreprises.

L'entreprise, réputée commerçante dans ses relations avec les tiers, fut régie par la législation en vigueur et soumise aux règles édictées par le susmentionné décret.

Pour accomplir ses missions, l'entreprise est substituée à l'Office National des Ports (ONP), à la Société Nationale de Manutention (SO.NA.MA) et pour partie à la Compagnie Nationale Algérienne de Navigation (CNAN).

Elle fut dotée par l'Etat, du patrimoine, des activités, des structures et des moyens détenus par l'ONP, la SO.NA.MA et de l'activité Remorquage, précédemment dévolue à la CNAN, ainsi que des personnels liés à la gestion et au fonctionnement de celles-ci.

En exécution des lois n° 88.01, 88.03 et 88.04 du 02 Janvier 1988 s'inscrivant dans le cadre des réformes économiques et portant sur l'autonomie des entreprises, et suivant les prescriptions des décrets n°88.101 du 16 Mai 1988, n°88.199 du 21 Juin 1988 et n°88.177 du 28 Septembre 1988.

L'Entreprise Portuaire de Bejaia ; entreprise socialiste ; est transformée en Entreprise Publique Economique, Société par Actions (EPE-SPA) depuis le 15 Février 1989, son capital social fut fixé à Dix millions (10.000.000) de dinars algériens par décision du conseil de la planification n°191/SP/DP du 09 Novembre 1988.

L'assemblée générale extraordinaire du 22 Juin 2002 décida de l'augmentation du capital social qui fut fixé à un montant de Soixante millions (60.000.000) de dinars algériens.

En date du 30 Juin 2003, la même assemblée augmenta le capital social de l'Entreprise Portuaire de Bejaia à hauteur de Six cent millions (600.000.000) de dinars algériens. Il est divisé en Six mille (6.000) Actions de Cent mille (100.000) dinars de valeur nominale entièrement libérées et souscrites pour le compte de l'Etat, détenues à 100% par la Société de Gestion des Participations de l'Etat « Ports », par abréviation « SOGEPORTS ».

En 2006 l'assemblée générale extraordinaire a augmenté le capital social de l'Entreprise Portuaire par l'incorporation des réserves facultatives, et qui fut fixé à un montant d'Un milliard deux cent millions de dinars (1.200.000.000 DA).

En 2007 l'assemblée générale extraordinaire a augmenté le capital social de l'Entreprise Portuaire par l'incorporation des réserves facultatives, et qui fut fixé à un montant d'Un milliard sept cent millions de dinars (1.700.000.000 DA).

En 2014 l'assemblée générale extraordinaire a augmenté le capital social de l'Entreprise Portuaire par l'incorporation des réserves facultatives, et qui fut fixé à un montant de trois milliard cinq cent millions de dinars (3.500.000.000 DA).

L'aménagement moderne des superstructures, le développement des infrastructures, l'utilisation de moyens de manutention et de techniques adaptés à l'évolution de la technologie

des navires et enfin ses outils de gestion moderne, ont fait évoluer le Port de Bejaia depuis le milieu des années 1990 pour être classé aujourd'hui second port d'Algérie.

2. Missions et activités de l'entreprise :

2.1.Missions de l'entreprise :

Elle a pour missions :

- Organisation de l'accueil des navires
- Aide à la navigation (Pilotage des navires)
- Activité d'acconage (entreposage et livraison des marchandises à l'import et l'export).
- Transit des passagers et de leurs véhicules.
- Gestion et développement du domaine portuaire.
- Prise en charge des cargaisons à l'embarquement / débarquement et pré-évacuation.
- Assurer une disponibilité permanente des moyens humains et matériels.
- Améliorer en continu les performances (humaines, matérielles et budgétaires)
- Rentabiliser au maximum les infrastructures et superstructures portuaires
- Gérer les systèmes de management de la qualité, de l'environnement, de la santé et sécurité.

2.2.Activités de l'entreprise :

Les principales activités de l'entreprise sont :

- **L'acheminement des navires de la rade vers le quai** : Dans certains cas exceptionnels, d'arrivée massive en rade, les navires restent en attente dans la zone de mouillage (rade) jusqu'à obtention de l'autorisation de rejoindre un poste à quai. Cette dernière est délivrée après une conférence de placement qui se tient quotidiennement au niveau de la Direction Capitainerie.
- **Le remorquage** : Il consiste à tirer ou à pousser le navire, pour effectuer les manœuvres d'accostage, de déhalage ou d'appareillage du navire. Il consiste également à effectuer les opérations de convoyage et d'aide dans l'exécution d'autres manœuvres.

- **Le pilotage** : Il est assuré de jour comme de nuit par la Direction Capitainerie et est obligatoire à l'entrée et à la sortie du navire. Il consiste à assister le commandant dans la conduite de son navire à l'intérieur du port.
- **Le lamanage** : Il consiste à amarrer ou désamarrer le navire de son poste d'accostage.
- **Les opérations de manutention et d'acconage pour les marchandises** : elles consistent en :
 - Les opérations d'embarquement et de débarquement des marchandises.
 - La réception des marchandises.
 - Le transfert vers les aires d'entreposage, hangars et terre-pleins, ports secs.
 - La préservation ou la garde des marchandises sur terre-pleins ou hangar et hors port.
 - Pointage des marchandises.

D'autres prestations sont également fournies aux navires et aux clients tels :

- Enlèvement des déchets des navires et assainissement des postes à quai.
- Pesage des marchandises (ponts bascules).
- Location de remorqueurs ou vedettes (pour avitaillement des navires, transport de l'assistance médicale, assistance et sauvetage en haute mer).

3. Organisation de l'entreprise :

Un projet de réorganisation de l'entreprise a été présenté au Conseil d'administration en date du 17 février 2020, qui s'est soldé par une validation (résolution n°04).

Des ajustements ont été apportés à l'organisation actuelle par la fusion, la suppression ainsi que la création de certaines directions.

Vu la mise en place de cette nouvelle organisation, des décisions de mobilité ont été établies au profit du personnel concerné ; d'où la nécessité d'actualiser les fiches emplois avant de procéder à leur diffusion.

3.1.Direction Générale :

- Le transfert du Département Affaires Juridiques à la Direction Générale ;
- Le rehaussement du Département Audit interne et Contrôle de Gestion en « Direction du Système de Contrôle Interne » ;

3.1.1. Direction Générale Adjointe Fonctionnelle :

- La dissolution de la Direction du Management Intégré et le transfert du Département Management Intégré à la « Direction des Ressources Humaines » ;
- Le changement de dénomination de la Direction des Systèmes d'information en « Direction Digitalisation et Numérique » ;

3.1.1.1.Direction des Ressources Humaines :

La Direction des Ressources Humaines, rattachée à la Direction Générale Adjointe Fonctionnelle, comporte trois (03) départements ; à savoir :

1. Département Ressources Humaines et Développement,
2. Département Administration du Personnel et Moyens,
3. Département Qualité de Vie au Travail.

3.1.1.2.Direction Digitalisation et Numérique :

La Direction des Systèmes d'information est, désormais, dénommée Direction Digitalisation et Numérique, rattachée à la Direction Générale Adjointe Fonctionnelle.

La Direction comportera trois (03) départements :

1. Département Numérique,
2. Département Génie Logiciel,
3. Département Infrastructures et Systèmes.

3.1.1.3.Direction des Finances et Comptabilité :

La Direction des Finances et comptabilité comprend deux (02) départements :

1. Département Finances,
2. Département Comptabilité générale.

3.1.1.4.Direction du Système de Contrôle Interne :

La Direction du Système de Contrôle Interne comprend trois (03) services :

1. Service Audit Interne,
2. Service Management des Risques,
3. Service Contrôle de Gestion.

3.1.1.5.Direction Achats :

La Direction Achats comprend trois (03) départements :

3. Département Passations de Commandes,
4. Département Passation de Marchés,
5. Département Approvisionnements,

Et la cellule Planification et Performance.

3.1.2.Direction Générale Adjointe Opérationnelle :

- La création du « Service Gestion du Patrimoine », rattaché à la Direction Générale Adjointe Opérationnelle,
- Le rattachement du Bureau de Sûreté Portuaire B.S.P au DGAO,
- La création de la « Direction Exploitation » par la fusion des directions de la Manutention et Acconage, les Zones Logistiques Extra portuaires, le Département Exploitation des Engins de la Direction Logistique,
- La fusion des Directions : Remorquage et Capitainerie en « Direction Capitainerie »,
- La fusion de la Direction du Domaine et Développement et la Direction de la Gare Maritime en « Direction Domaine et Développement »,
- La centralisation des achats /approvisionnements et maintenances des différentes structures en une seule « Direction Achats et Maintenances » : un groupe de travail a été mis en place ayant pour missions la proposition d'une organisation opérationnelle.

3.1.2.1.Direction Exploitation :

La direction est composée de cinq (05) départements :

- Département Manutention et Acconage,
- Département Affectation de Moyens,
- Département Statistiques et Commercial,
- Département Logistique d'IGHIL OUBEROUAK,

- Département Logistique de TIXTER.

3.1.2.2.Direction Domaine et Développement :

Cette Direction comporte quatre (04) départements et un (01) service ; à savoir :

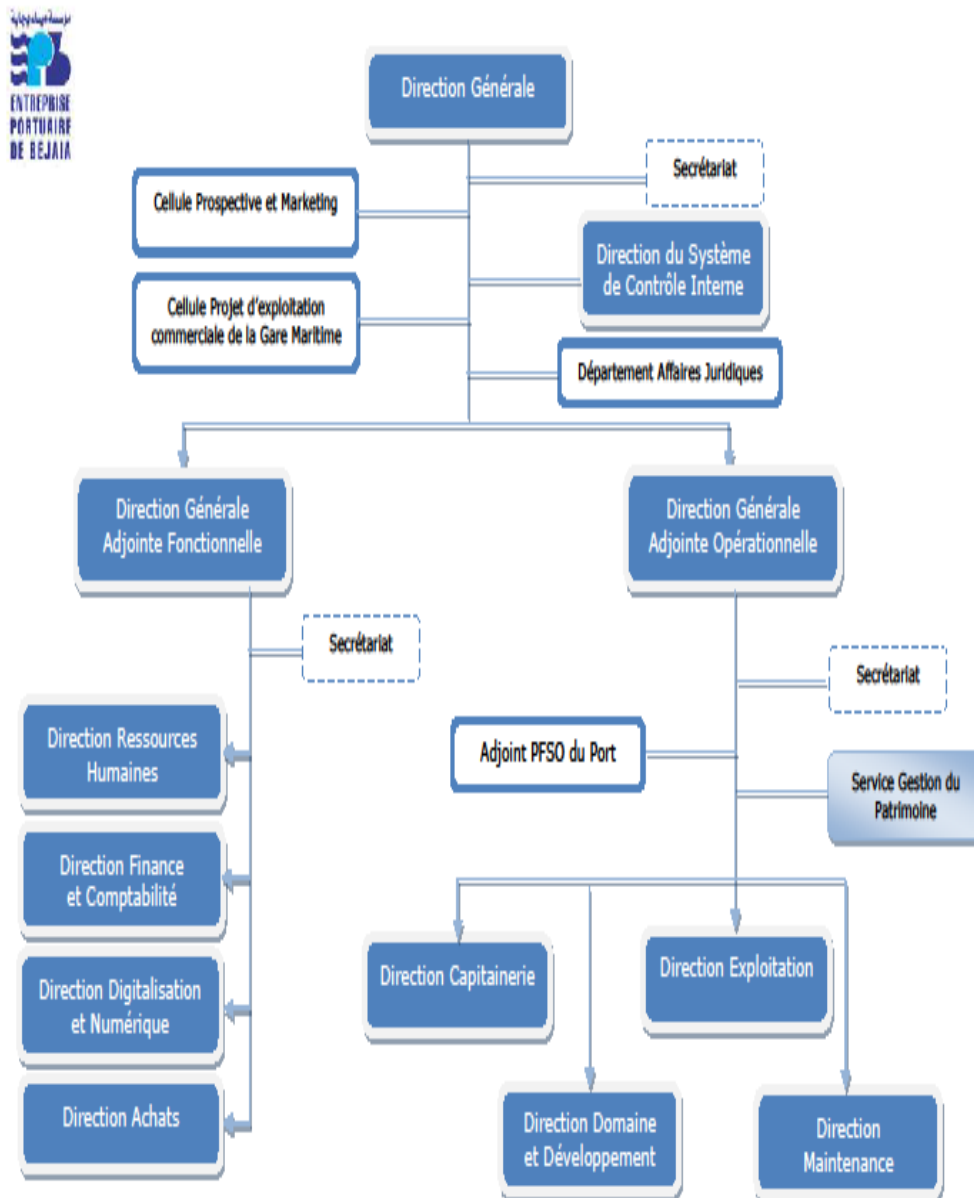
- Département Domaine,
- Département Entretien et Assainissement,
- Département Projets,
- Département Gestion du Transit des Passagers,
- Service Commercial.

3.1.2.3.Direction Maintenance :

Cette Direction comporte deux (02) départements ; à savoir :

- Département Maintenance Engins.
- Département Maintenance Navale.

Figure n°08 : Organigramme de l'entreprise



Section 2 : L'analyse des ratios et des risques dans l'EPB

L'évaluation du risque client dans l'EPB se fera à partir des fonctions scores présentés dans le deuxième chapitre, à savoir la fonction score d'Altman qui est la plus adéquate à mon étude de cas en termes de disponibilité d'information, qui m'a permis d'apprécier le risque de défaillance au sien de cette entreprise.

1. L'analyse des ratios :

1.1. L'analyse de solvabilité

Tableau n°06 : L'analyse de solvabilité

Ratio	Formule	2020	2021
Ratio d'endettement	Total des dettes / Total de l'actif	0.38	0.35
Ratio d'autonomie financière	Capitaux propres / total des dettes	1.66	1.88

Source : réalisé par nos soins à partir des données de l'EPB

Commentaire :

- Ratio d'autonomie financière est supérieur à 1 pour les deux exercices, donc l'entreprise est indépendante financièrement et elle peut rembourser ses dettes par ses capitaux propres.

1.2. L'analyse de liquidité

Tableau n°07 : Les ratios de liquidité

Ratio	Formule	2020	2021
Ratio de liquidité générale	AC /DCT	1.13	1
Ratio de liquidité réduite	(VD + VR)/ DCT	0,94	0,80
Ratio de liquidité immédiate	VD/DCT	0,36	0,38

Source : réalisé par nos soins à partir des données de l'EPB

Commentaire :

- Ratio de liquidité générale est supérieur à 1, cela signifie que l'entreprise est capable de faire face à ses engagements à court terme.
- Ratio de liquidité réduite est inférieur à 1, ce qui signifie que l'entreprise peut se trouver en difficultés si ses créanciers demandent à être payés attendre.
- Ratio de liquidité immédiate pour les deux exercices est inférieur à 0,50 donc la trésorerie de l'entreprise est tendue. Cette situation est due essentiellement aux sommes importantes décaissées pour faire face aux frais de personnel notamment la prime exceptionnelle d'encouragement, les charges fiscales et sociales et le remboursements bancaires.

2. Application de la fonction score d'Altman

La fonction score d'Altman se présente comme suit :

$$Z = 1,2 R1 + 1,4 R2 + 3,3 R3 + 0,6 R4 + 0,9 R5$$

Le résultat obtenu est interprété comme suit :

- Si $Z < 2,675$ L'entreprise considérée comme défailante ;
- Si $Z > 2,675$ L'entreprise est considérée comme saine.

Tableau n°08 : les éléments de calculs de la fonction d'Altman

Désignation	2020	2021
FRN	230 797 672,31	-19 179 692,73
Passif total	22 411 412 008, 62	21 088 047 885, 87
R1= FRN/Passif total	0.01	0.001
Réserve	9 394 958 558, 49	9 662 006 017, 94
R2= réserves/passif total	0.42	0.46
EBE	1 525 427 577, 63	1 035 278 142, 18
R3= EBE/passif total	0.07	0.05
Fonds propres	14 001 668 035, 07	13 761 910 998, 88
R4= fonds propres/ passif total	0.62	0.65
Chiffre d'affaires	5 954 353 212, 01	5 266 784 876, 16
R5= chiffre d'affaires / passif total	0.26	0.25

Source : réalisé par nos soins à partir des données de l'EPB

Tableau n°09 : Evaluation du risque client de l'EPB à partir de la fonction score d'Altman

Désignation	2020	2021
1,2 R1	0,012	0,0012
1,4 R2	0,588	0,644
3,3 R3	0,231	0,165
0,6 R4	0,372	0,39
0,9 R5	0,234	0,225
Z= 1,2 R1 + 1,4 R2 + 3,3 R3 + 0,6 R4 + 0,9 R5	1,437	1,425

Source : réalisé par nos soins à partir des données de l'EPB

Les résultats obtenus en 2020 et 2021 sont respectivement : $Z_{2020}= 1,437$ et $Z_{2021}= 1,425$.
Les résultats sont inférieurs à 2,675, donc l'entreprise portuaire de Béjaia est considérée comme défaillante.

Section 03 : L'impact du risque financier sur la trésorerie d'EPB

Dans cette partie, je vais évaluer l'équilibre financier d'EPB par les indicateurs d'équilibre financier (FRN, BFR, TN), afin d'apprécier l'impact du risque financier sur l'évolution de la trésorerie.

1. Analyse par les indicateurs d'équilibre financier

Cette analyse doit s'intéresser à trois indicateurs essentiels qui sont : le fonds de roulement, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie nette.

1.1. Le fonds de roulement net :

- Calcul du FRN par le haut du bilan

FRN = capitaux permanents – actifs immobilisés

Tableau n°10 : le fonds de roulement par le haut du bilan

Désignation	2020	2021
Capitaux permanents	20 644 829 602.28	19 261 370 602.94
Actifs immobilisés	20 414 031 929.97	19 280 550 295.67
FRN	230 797 672.31	-19 179 692.73

Source : réalisé par nos soins à partir des données de l'EPB

- Calcul du FRN par le bas du bilan

FRN = actif circulant – dettes à court terme

Tableau n°11 : le fonds de roulement par le bas du bilan

Désignation	2020	2021
Actif circulant	1 997 380 078.65	1 807 497 590.20
Dettes à court terme	1766 582 406.34	1 826 677 282.93
FRN	230 797 672.31	-19 179 692.73

EPB a dégagé un fonds de roulement croissant durant l'exercice 2020, ce qui signifie que l'entreprise a financé ses actifs immobilisés tout en générant des excédents de ressources stables qui serviront pour le financement de son cycle d'exploitation et les autres besoins de financement à court terme. Et pour l'exercice 2021 le fonds de roulement décroissant, ce qui signifie que l'entreprise n'a pas financé ses actifs immobilisés.

1.2. Besoin en fonds de roulement

$$\text{BFR} = (\text{VE} + \text{VR}) - \text{DCT}$$

Tableau n°12 : Besoin en fonds de roulement

Désignation	2020	2021
VE	335 046 008.79	352 675 240.89
VR	1 029 093 971.14	752 896 409.12
DCT	1 766 582 406.34	1 826 677 282.93
BER	-402 442 426.41	-721 105 632.92

Source : réalisé par nos soins à partir des documents internes de l'entreprise.

Le besoin en fonds de roulement exprime les besoins de financement générés par le cycle d'exploitation de l'entreprise. A partir de ce tableau, le BFR de l'Entreprise Portuaire de Béjaïa sont négatifs, cela signifie que les besoins d'exploitation de l'entreprise sont moins importants que les ressources d'exploitations.

1.3. Trésorerie nette

La trésorerie est le résultat de tous les flux d'encaissements et décaissements effectués par l'entreprise au cours d'une période donnée. Elle permet de juger l'équilibre financier de l'entreprise à très court terme.

$$\text{Trésorerie nette} = \text{FRN} - \text{BFR}$$

Tableau n°13 : calcul de trésorerie d'EPB

Désignation	2020	2021
FRN	230 797 672.31	-19 179 692.73
BFR	-402 442 426.41	-721 105 632.92
TN	633 240 098.72	701 925 940.19

Source : réalisé par nos soins à partir des documents internes de l'entreprise.

A partir de ce tableau, nous voyons que la trésorerie d'EPB est positive sur les deux années, cela signifie que le FRN couvre largement le BFR, et dégage un excédent de trésorerie (TN > 0).

2. Analyse par les flux

2.1 Présentation du tableau des flux de trésorerie de l'EPB

Tableau n°14 : Tableau des flux de trésorerie

Intitulé	Note	2021	2020
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Encaissements reçus des clients		6 341 498 120.12	7 214 282 454.82
Autres encaissements		376 438 598.24	200 631 778.82
Accréditif provision			-30 014 756.43
Accréditif restitution provision			30 014 756.43
Sommes versées aux fournisseurs		-845 612 066.24	-705 399 388.03
Sommes versées aux personnels et pour cpte personnel		-2 109 428 707.24	-1 907 277 555.08
Sommes versées pour frais de missions		-3 871 942.00	-3 391 050.00
Sommes versées aux œuvres sociales		-177 773 019.39	-123 992 017.53
Sommes versées aux organismes sociaux		-951 762 051.25	-950 882 260.33
Intérêts et autres frais financiers payés		-232 972 635.85	-322 889 378.01
Impôts sur les résultats payés			-103 285 745.00
Autres impôts et taxes		-1 565 795 667.77	-1 732 819 881.73
Sommes versées aux filiales			
Autres dépenses		-42 850 385.48	-37 640 736.04
Flux de trésorerie avant éléments extraordinaires		787 870 240.70	1 527 336 221.72
Flux de trésorerie net provenant de l'activité opérationnelle (A)		787 870 240.70	1 527 336 221.72
• Décaissements sur acquisition d'immobilisations corporelles ou incorporelles		-305 944 006.90	-557 035 802.91
• Encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles ou incorporelles			
• Décaissements sur acquisition d'immobilisations financières		-400 00 00.00	-500 000 000.00
		899 999 999.80	500 000 000.00

<ul style="list-style-type: none"> • Encaissements sur cessions d'immobilisations financières • Intérêt encaissées sur placements financiers • Dividendes et quote-part de résultats reçue 		217 372 945.19	182 175 000.00
		323 033 351.61	81 382 900.00
Flux de trésorerie net provenant des activités d'inversement(B)		734 462 289.70	-293 477 902.91
<ul style="list-style-type: none"> • Encaissements suite à l'émission d'actions • Dividendes et autres distributions effectués • Encaissements provenant d'emprunts • Remboursements d'emprunts ou d'autres dettes assimilées 		-250 000 000.00	-120 000 000.00
		-1 205 422 055.68	-1 201 188 657.24
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement(C)		-1 455 422 055.68	-1 321 188 657.24
Variation de trésorerie de la période (A+B+C)		66 844 215.78	-87 031 768.62
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exerce		601 309 979.74	688 341 768.62
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice		668 154 215.52	601 309 979.74
Variation de trésorerie de la période		66 844 235.78	-87 031 788.88
Rapprochement avec le résultat comptable		-60 159 980	20.26

2.2 Interprétation des résultats du tableau de flux de trésorerie

- **Pour l'année 2020 :**
- Les flux issus des activités opérationnelles ont affecté positivement la trésorerie par l'enregistrement d'une augmentation d'une valeur **(1 527 336 221.72)** du principalement la réalisation d'une fort valeur d'encaissement d'une valeur de (7 214 282 454.82).
- Les flux issus des activités d'investissements ont affecté négativement la trésorerie en faisant diminuer ses flux d'une valeur **(-293 477 902.91)** suit de forts décaissements provoqués par l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles d'une valeur (-557 035 802.91).

- A la fin de l'année 2020, l'activité de l'entreprise à enregistrée une faible variation des flux de trésorerie d'une valeur de **(-87 031 768.62)**.
- **Pour l'année 2021**
- Les flux issus des activités opérationnelles ont affectées positivement la trésorerie par l'enregistrement d'une augmentation d'une valeur **(787 870 240.70)** du principalement la réalisation d'une fort valeur d'encaissement d'une valeur de (6 341 498 120.12).
- Les flux issus des activités d'investissements ont affecté positivement la trésorerie en faisant d'une augmentation ses flux d'une valeur **(734 462 289.70)**.
- Les trois types de flux ont engendrés à la fin de l'année 2021, une variation positive de trésorerie d'une valeur de **(66 844 215.78)**.

Ce stage ma permet de faire connaissance sur le système de gestion de risque financiers et de la gestion de trésorerie de l'EPB, ainsi que les procédures utilisées. A la fin de ce chapitre, j'ai constaté que l'entreprise portuaire de Béjaia à atteins son équilibre financier pour l'exercice 2020 et 2021 et elle a réalisé une trésorerie positive.

Conclusion générale

Conclusion générale

Au terme de mon étude, la trésorerie consiste un élément fondamental dans la vie de l'entreprise. Son étude a pâti de la gestion de la trésorerie permet aux responsables de l'entreprise et à ses partenaires d'évaluer les perspectives d'encaissements des dividendes et de remboursements des dettes financières. La gestion de la trésorerie doit tout d'abord, permettre à l'entreprise d'éviter la cessation des paiements. Elle doit assurer également, l'utilisation optimale des excédents de trésorerie et rechercher des moyens de financement pour parvenir une trésorerie proche de zéro.

Les méthodes et les outils utilisées pour gérer à bien la trésorerie sont diverses et aussi bien efficaces les unes que les autres, donc c'est à l'entreprise de décider le meilleur outil auquel il lui convient de faire recours.

La gestion des risques et la gestion de la trésorerie sont très souvent considérées comme deux métiers différents, alors que la gestion des risques financiers au sens large, impacte les décisions financières stratégiques des entreprises et leur gestion opérationnelle au quotidien. Les risques financiers se traduire par la fragilité de la compétitivité et de la rentabilité de l'entreprise et menace sa pérennité par les pertes qu'ils engendrent. Elle doit évaluer et gérer ces risques, cela implique les différentes techniques et stratégies de couverture.

L'étude que j'ai effectuée dans l'Entreprise Portuaire de Béjaia, a permis de comprendre le volet théorique de mon travail. Quant au risque client que j'ai évalué grâce à la fonction score d'Altman, en peut de constater la situation financière d'EPB. Grâce aux résultat que j'ai obtenus, en peut apporter une réponse à mon problématique, en concluant que le risque financier impact la trésorerie négativement, tout en ayant des conséquences sur la situation financière d'une entreprise.

Bibliographie

Ouvrages

1. AVENEL Jean-David, PEYRARD Max, « L'essentiel du risque de change et de ces instruments », Edition Gualino, Paris, 2016.
2. BRESSY G., « Economie d'entreprise », Edition Dalloz, Paris, 2004.
3. BESSON Bernard, POSSIN Jean-Claude, « L'intelligence des risques, management », IFIE. 2006.
4. BRUSLRIE Hubert, trésorerie de l'entreprise, édition DUNOD
5. CHIHA K, « Finance d'entreprise », Edition Houma, Alger, 2009.
6. DE LA BAUME Charles, ROUSSET André, TAUFFLIEB Charles-Henri, « La couverture des risques de changes et des taux dans l'entreprise », Edition ECONOMICA, Paris, 1999.
7. DE La VEGA, Quentin, « Le tableau de financement, résumé des flux de trésorerie », Investir, no 1907.
8. FORGET Jack, « Gestion de trésorerie », Editions d'Organisation, 2005
9. GAUGAIN. M, SAUVEE-CRAMBERT. R, « Gestion de la trésorerie », Edition Economica (2eme édition), Paris, 2007.
10. PRISSERT P, GARSUAULT P, PRIAMI S, « Les opérations bancaires avec l'étranger », Edition Banque-Editeur, Paris, 1995.
11. ROUSSELOt Philippe / VERDIE Jean-François, la gestion de la trésorerie, edition 2, 2017.
12. SION Michel, « Gérer la trésorerie et la relation bancaire », Edition DUNOD, Paris, 2003.
13. VERNIMMEN Pierre, Finance d'entreprise, édition DALLOZ, 2000.

Les sites internet

1. www.docplayer.fr. « La gestion des risques et des flux de trésorerie ».
2. www.bank-of-algeria.dz.

Liste des tableaux et des figures

Liste des tableaux

1. Tableau n°01 : La forme du tableau des flux de trésorerie -----	24
2. Tableau n°02 : Une brève histoire du risque -----	29
3. Tableau n°03 : La position de change de l'entreprise -----	41
4. Tableau n°04 : Tableau récapitulatif de l'impact des variations des taux selon la position de change de l'entreprise-----	42
5. Tableau N° 5 : L'incidence d'une variation de taux sur le rendement d'un prêt ou d'un emprunt -----	47
6. Tableau n°06 : L'analyse de solvabilité-----	64
7. Tableau n°07 : Les ratios de liquidité -----	64
8. Tableau n°08 : les éléments de calculs de la fonction d'Altman -----	65
9. Tableau n°09 : Evaluation du risque client de l'EPB à partir de la fonction score d'Altman -----	66
10. Tableau n°10 : le fonds de roulement par le haut du bilan -----	67
11. Tableau n°11 : le fonds de roulement par le bas du bilan -----	67
12. Tableau n°12 : Besoin en fonds de roulement -----	68
13. Tableau n°13 : calcul de trésorerie d'EPB -----	68
14. Tableau n°14 : Tableau des flux de trésorerie-----	69

Liste des figures

1. Figure n°01 : l'erreur d'équilibrage -----	1
2. Figure n°02 : L'erreur de sur-mobilisation -----	15
3. Figure n°03 : L'erreur de sous mobilisation -----	15
4. Figure n°04 : Représentation schématique de FRNG par le haut du bilan -----	17
5. Figure n°05 : Représentation schématique de FRNG par le bas du bilan -----	18
6. Figure n°06 : Les caractéristiques du risque -----	31
7. Figure n°07 : Classification des risques -----	32

8. Figure n°08 : Organigramme de l'entreprise ----- 63

Annexes

Liste des annexes

1. Bilan Actif
2. Bilan Passif
3. Comptes de résultat
4. Tableau des Flux de Trésorerie

ENTREPRISE PORTUAIRE BEJAIA
ENTREPRISE PORTUAIRE BEJAIA
Exercice 2021

DATE: 03/07/2022

HEURE: 12:03

PAGE: 1

Bilan Actif

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

Identifiant Fiscal :

Libellé	Note	Brut	Amort. / Prov.	Net	Net (N-1)
ACTIFS NON COURANTS					
Ecart d'acquisition (ou goodwill)					
Immobilisations incorporelles		59 119 114,78	55 299 278,17	3 819 836,61	11 724 420,88
Immobilisations corporelles		22 624 885 364,82	9 092 567 445,72	13 532 317 919,10	14 193 715 016,31
Terrains		69 440 800,00		69 440 800,00	69 440 800,00
Bâtiments		3 606 041 469,06	715 360 132,44	2 890 681 336,62	2 944 768 690,96
Autres immobilisations corporelles		18 810 199 095,76	8 377 207 313,28	10 432 991 782,48	11 040 301 525,35
Immobilisations en concession		139 204 000,00		139 204 000,00	139 204 000,00
Immobilisations en cours		1 172 182 683,41		1 172 182 683,41	1 147 897 095,69
Immobilisations financières		4 299 418 251,83	130 095 809,96	4 169 322 441,87	4 676 437 065,87
Titres mis en équivalence					
Autres participations et créances rattachées		374 625 650,63	113 095 809,96	261 529 840,67	261 529 840,67
Autres titres immobilisés		3 906 915 648,00	17 000 000,00	3 889 915 648,00	4 407 030 272,00
Prêts et autres actifs financiers non courants		17 876 953,20		17 876 953,20	7 876 953,20
Impôts différés actif		402 907 414,68		402 907 414,68	384 258 331,22
TOTAL ACTIF NON COURANT		28 558 512 829,52	9 277 962 533,85	19 280 550 295,67	20 414 031 929,97
ACTIF COURANT					
Stocks et encours		353 946 013,97	1 270 773,08	352 675 240,89	335 046 008,79
Créances et emplois assimilés					
Clients	01	722 686 978,01	112 928 463,76	609 758 514,25	683 308 406,92
Autres débiteurs		122 216 704,25		122 216 704,25	81 311 943,73
Impôts et assimilés		20 921 190,62		20 921 190,62	264 473 620,49
Autres créances et emplois assimilés					
Disponibilités et assimilés					
Placements et autres actifs financiers courants					
Trésorerie		701 925 940,19		701 925 940,19	633 240 098,72
TOTAL ACTIF COURANT		1 921 696 827,04	114 199 236,84	1 807 497 590,20	1 997 380 078,65
TOTAL GENERAL ACTIF		30 480 209 656,56	9 392 161 770,69	21 088 047 885,87	22 411 412 008,62

ENTREPRISE PORTUAIRE BEJAIA
 ENTREPRISE PORTUAIRE BEJAIA
 Exercice 2021

DATE: 03/07/2022

HEURE: 12:03

PAGE: 2

Bilan Passif

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

Identifiant Fiscal :

Libellé	Note	Exercice	Exercice Précédent
<u>CAPITAUX PROPRES</u>			
Capital émis		3 500 000 000,00	3 500 000 000,00
Capital non appelé			
Primes et réserves / (Réserves consolidées(1))		9 662 006 017,94	9 394 958 558,49
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence (1)			
Résultat net / (Résultat net part du groupe (1))		633 057 587,81	567 283 065,74
Autres capitaux propres - Report à nouveau		-33 152 606,87	539 426 410,84
Part de la société consolidante (1)			
Part des minoritaires (1)			
TOTAL CAPITAUX PROPRES I		13 761 910 998,88	14 001 668 035,07
<u>PASSIFS NON-COURANTS</u>			
Emprunts et dettes financières		3 887 256 431,08	5 089 534 266,32
Impôts (différés et provisionnés)			4 494 830,14
Autres dettes non courantes		139 204 000,00	139 204 000,00
Provisions et produits constatés d'avance		1 472 999 172,98	1 409 928 470,75
TOTAL PASSIFS NON COURANTS II		5 499 459 604,06	6 643 161 567,21
<u>PASSIFS COURANTS</u>			
Fournisseurs et comptes rattachés		495 554 417,43	475 595 811,14
Impôts		204 081 273,32	356 244 169,90
Autres dettes		1 127 041 592,18	934 742 425,30
Trésorerie passif			
TOTAL PASSIFS COURANTS III		1 826 677 282,93	1 766 582 406,34
TOTAL GENERAL PASSIF		21 088 047 885,87	22 411 412 008,62

(1) à utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés

ENTREPRISE PORTUAIRE BEJAIA
ENTREPRISE PORTUAIRE BEJAIA
Exercice 2021

DATE: 03/07/2022

HEURE: 12.03

PAGE: 1

Comptes de Résultat

(par Nature)

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

Identifiant Fiscal :

Libellé	Note	Exercice	Exercice Précédent
Chiffre d'affaires		5 266 784 876,16	5 954 353 212,01
Variation stocks produits finis et en cours			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation			
I. PRODUCTION DE L'EXERCICE		5 266 784 876,16	5 954 353 212,01
Achats consommés		-210 244 839,74	-244 538 047,88
Services extérieurs et autres consommations		-505 107 112,92	-377 432 283,98
II. CONSOMMATION DE L'EXERCICE		-715 351 952,66	-621 970 331,86
III. VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I - II)		4 551 432 923,50	5 332 382 880,15
Charges de personnel		-3 348 127 686,32	-3 639 858 101,66
Impôts, taxes et versements assimilés		-168 027 095,00	-167 097 200,86
IV. EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		1 035 278 142,18	1 525 427 577,63
Autres produits opérationnels		383 036 195,93	161 124 011,59
Autres charges opérationnelles		-14 516 856,58	-14 095 610,79
Dotations aux amortissements et aux provisions		-1 022 239 875,14	-1 032 518 211,39
Reprise sur pertes de valeur et provisions		19 393 184,42	16 552 658,14
V. RESULTAT OPERATIONNEL		400 950 790,81	656 490 425,18
Produits financiers		488 546 783,48	261 007 154,73
Charges financières		-197 723 930,08	-240 361 205,86
VI. RESULTAT FINANCIER		290 822 853,40	20 645 948,87
VII. RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS (V + VI)		691 773 644,21	677 136 374,05
Impôts exigibles sur résultats ordinaires		-81 859 970,00	-129 830 528,37
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires		23 143 913,60	19 977 220,06
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		6 157 761 039,99	6 393 037 036,47
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		-5 524 703 452,18	-5 825 753 970,73
VIII.RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		633 057 587,81	567 283 065,74
Eléments extraordinaires (produits) (à préciser)			
Eléments extraordinaires (charges) (à préciser)			
IX. RESULTAT EXTRAORDINAIRE			
X. RESULTAT NET DE L'EXERCICE		633 057 587,81	567 283 065,74
Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence (1)			
XI. RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE (1)			
Dont part des minoritaires (1)			
Part du groupe (1)			
(1) à utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés			

ENTREPRISE PORTUAIRE BEJAIA
 ENTREPRISE PORTUAIRE BEJAIA
 Exercice 2021

DATE: 03/07/2022

HEURE: 12:03

PAGE: 1

Tableau des Flux de Trésorerie

(Méthode Directe)

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

Identifiant Fiscal :

Intitulé	Note	Exercice	Exercice Précédent
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Encaissements reçus des clients		6 341 498 120,12	7 214 282 454,82
Autres encaissements		376 438 598,24	200 631 778,65
Accréditif provision			-30 014 756,43
Accréditif restitution provision			30 014 756,43
Sommes versées aux fournisseurs		-845 612 068,68	-705 399 388,03
Sommes versées aux personnels et pour cpte personnel		-2 109 428 707,24	-1 907 277 555,08
Sommes versées pour frais de missions		-3 871 942,00	-3 391 050,00
Sommes versées aux oeuvres sociales		-177 773 019,39	-123 992 017,93
Sommes versées aux organismes sociaux		-951 762 051,25	-950 882 260,33
Intérêts et autres frais financiers payés		-232 972 635,85	-322 889 378,01
Impôts sur les résultats payés			-103 285 745,00
autres impôts et taxes		-1 565 795 667,77	-1 732 819 881,73
Sommes versées aux filiales			
Autres dépenses		-42 850 385,48	-37 640 736,04
Flux de trésorerie avant éléments extraordinaires		787 870 240,70	1 527 336 221,72
Flux de trésorerie lié à des éléments extraordinaires (à préciser)			
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles (A)		787 870 240,70	1 527 336 221,72
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles ou incorporelles		-305 944 006,90	-557 035 802,91
Encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles ou incorporelles			
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations financières		-400 000 000,00	-500 000 000,00
Encaissements sur cessions d'immobilisations financières		899 999 999,80	500 000 000,00
Intérêts encaissés sur placements financiers		217 372 945,19	182 175 000,00
Dividendes et quote-part de résultats reçus		323 033 351,61	81 382 900,00
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissements (B)		734 462 289,70	-293 477 902,91
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Encaissements suite à l'émission d'actions			
Dividendes et autres distributions effectuées		-250 000 000,00	-120 000 000,00
Encaissements provenant d'emprunts			
Remboursements d'emprunts ou d'autres dettes assimilés		-1 205 422 055,68	-1 201 188 657,24
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement (C)		-1 455 422 055,68	-1 321 188 657,24
Incidences des variations des taux de change sur liquidités et quasi-liquidités		-66 258,94	298 569,81
Variation de trésorerie de la période (A+B+C)		66 844 215,78	-87 031 768,62
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		601 309 979,74	688 341 748,36
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice		668 154 195,52	601 309 979,74
Variation de trésorerie de la période			
Rapprochement avec le résultat comptable			

La gestion du risque financier lié à la trésorerie.

Organisme d'accueil :Entreprise Portuaire de Béjaia (EBP)

Résumé

La trésorerie joue un rôle très important dans une entreprise, quelle qu'en soit la taille, elle lui permet de financer son activité et d'assurer son développement et sa pérennité. La gestion de trésorerie est au cœur de la fonction financière de l'entreprise car elle en constitue le bras armé de celle-ci. La trésorerie est le centre de toutes les opérations menées par l'entreprise elle est la traduction en terme monétaire de toutes les décisions et les opérations. La gestion des risques financier a pour but de créer un cadre de références aux entreprises afin d'affronter efficacement le risque. Il existe plusieurs risques financiers au niveau des entreprises qui pouvant réduire sa rentabilité. La gestion des risque financier fait partie du développement stratégique de l'entreprise et doit être planifié au plus haut niveau, et doit contrôler et faire le suivi les risques financiers auxquels l'entreprise est exposée. L'entreprise portuaire de Béjaia à atteins on équilibre financier pour l'exercice 2020 et2021 et elle a réalisé une trésorerie positive.

Mots clés : trésorerie, risque, l'entreprise rentabilité, risque financier équilibre financier.